



Revue de Presse
2015

Association
9 articles

Pôle Accueil Ecoute et Veille Sociale
11 articles

Pôle logement Hébergement
9 articles

Pôle Emploi Formation
13 articles

Pôle Ateliers d'Insertion
20 articles

Revivez les moments forts de notre association en parcourant notre revue de presse. Vous y trouverez 62 articles parus en 2015 et traitant des activités d'ADALEA. Les articles sont présentés par pôles.

La communication représente plus que jamais un enjeu majeur pour notre association.

Ces articles de presse nous permettent de sensibiliser, d'informer, de diffuser nos informations et surtout d'exister, en tant qu'association, dans le paysage de notre commune, de notre département, de notre région...

Bonne lecture à vous,

Manuela CHARLES, Directrice

Adaléa a offert une soupe solidaire pour le logement



Jeudi soir, l'association Adaléa a offert aux passants une soupe solidaire, près des anciennes halles. L'occasion d'informer sur ses actions et de présenter un lipdub. Cette action se faisait l'écho d'une manifestation au même moment à Paris, destinée à l'accès au logement et à combattre l'exclusion.

OUEST-FRANCE—14 février

Adalea. Soupe populaire solidaire



L'association départementale Adalea (accueil, écoute, logement, emploi) a proposé, jeudi, en début de soirée une « soupe solidaire », près des Halles. Une manifestation nationale, en partenariat avec un collectif d'une douzaine d'associations briochines « qui ont la volonté de changer les choses, car ni l'exclusion, ni la pauvreté ne doivent s'inscrire dans nos habitudes », souligne Manuela Charles, la directrice d'Adaléa.

TELEGRAMME—16 février

L'Arbre de vie, parrainé par l'Adalea Côtes-d'Armor



Les responsables de l'association l'Arbre de vie ont mené les débats lors de l'assemblée générale

L'association Arbre de vie a tenu son assemblée générale, jeudi. Après les rapports de la présidente, Marie-Jeanne Dufraud, et du trésorier, Ivan Cadain, votés à l'unanimité, il a été décidé se tourner vers un nouveau partenaire, l'Adalea. Le parrainage deviendra officiel dans les semaines à venir à la signature de la convention.

« L'ensemble des adhérents est ravi de ce nouveau partenariat »,

précise l'animatrice Nolwen Stephano. L'arbre de vie va poursuivre, avec Adalea, sa réflexion sur ses activités avec l'accompagnement de ceux qui, à un moment de leur vie, rencontrent des difficultés qui peuvent les conduire à l'exclusion.

L'autre objectif est de lutter contre toutes les formes de violences, notamment sur celles exercées sur les femmes.

OUEST-FRANCE—16 mars

7 000 personnes en difficulté aidées par Adalea

Adalea, association départementale marquée par l'action sociale pour les personnes en difficulté, lutte contre toutes les formes de violences et d'exclusions. Elle dresse son bilan.

Les débuts d'Adalea

C'est en 1979 qu'est créé un foyer d'accueil. Initialement prévu pour de l'hébergement des sans domicile fixe et des femmes victimes de violences conjugales, l'association Adalea est créée à son tour, en 2007.

Les évolutions suivent : accueil, accompagnement, veille sociale, logement et hébergement, formations pré-professionnelles et chantiers d'insertion. 150 personnes y travaillent, dont 48 en contrat aidé.

Les comptes de l'association affichent un résultat net de 6,8 millions d'euros. « Nous sommes très attentifs », insiste le président Pierre Grellard. Nous avons des comptes à rendre sur l'argent public. »

Le projet Hybritel

L'État prend en charge les structures d'accueil pour les personnes en difficulté, mais elles arrivent à saturation. « Hybritel est donc une solution alternative aux nuitées d'hôtel », commente le président.

Ce projet a vu le jour en avril 2014. Sa capacité est de 54 places dans 27 chambres, réparties en dix logements améliorés et « parfois plus, quand il y a des enfants. On peut loger des familles, des couples, quelles que soient leurs difficultés. »

Manuela Charlès ajoute : « Nous avons optimisé ce bâtiment au



Les membres de l'association Adalea (assis) : Manuela Charlès, directrice ; Pierre Grellard, président ; Marie-Françoise Bommert, vice-présidente, avec secrétaire et membres du bureau gardent en ligne de mire leur projet associatif : accompagner, innover, coopérer, impliquer et s'engager.

maximum et faisons économiser à l'État environ 10 000 € par mois dans les Côtes-d'Armor. »

Une situation sociale grave

Avec la crise, la population des personnes en difficulté a « beaucoup augmenté ». En dix ans, 44 % de

sans-abri de plus sont enregistrés au niveau national.

L'accueil a doublé en cinq ans. Adalea a accueilli près de 7 000 personnes en 2014, toutes actions confondues. « C'est vrai que nous touchons beaucoup de monde », indique Marie-Françoise Bommert,

vice-présidente. « La situation sociale est grave », assure la directrice. Des populations nouvelles sont touchées : les jeunes sans RSA, les migrants, « un sujet difficile que l'Europe doit gérer. Il y a une vraie problématique », les sans droits. Elles représentent 1/3 des personnes sans ressources aucunes.

« On constate une stabilisation, mais il faut relativiser. Si certaines actions permettent la diminution, d'autres augmentent, constate la directrice. Une baisse à prendre avec beaucoup d'attention. S'il y a une baisse, c'est que des personnes lâchent et ne viennent plus vers nous. Là c'est préoccupant. »

Le projet des soins de santé

Le projet de venir en aide aux personnes démunies de tous droits avance.

« Nous espérons pouvoir leur donner des soins dentaires et les soigner jusqu'à avoir l'ouverture de leurs droits. Près de 15 patients par mois sont déjà en liste d'attente. Nous avons divers matériels, un chirurgien-dentiste disposé à intervenir, indique un membre du bureau. Il nous manque un fauteuil. Nous touchons au but. Mais, c'est sûr qu'il y a encore des besoins. »

Sonia TREMBLAIS.

OUEST-FRANCE—29 avril

Social. Adaléa a accueilli plus de 6.000 personnes en difficulté en 2014



Les membres du conseil d'administration d'Adaléa ont notamment rappelé que le nombre de sans-abri avait augmenté de 44 % entre, 2001 et 2012, en France.

Association créée en 1979 (elle s'appelait à l'époque le Foyer-logements), Adaléa s'occupe de l'hébergement d'urgence des personnes qui se trouvent à la rue (SDF, femmes victimes de violences conjugales, migrants) à travers, notamment, la gestion téléphonique du 115 mais également de l'insertion sociale des personnes en difficulté. Hier après-midi, la structure, qui emploie 150 personnes (parmi lesquels 48 contrats aidés) et dont le budget s'élève à 6,6 M€, a tenu son assemblée générale, il y a une semaine. L'occasion de revenir sur l'année 2014.

Au total, plus de 6.000 personnes ont été accueillies par l'association. Un chiffre relativement stable par rapport à 2013 mais qui ne témoigne pas forcément d'une amélioration de la situation. « Cela peut également traduire une lassitude des gens qui ne viennent plus jusqu'à nos accueils. D'autant que nous avons vu deux fois plus de monde dans la rue », détaille Manuela Charlès.

Un tiers des personnes sont totalement sans ressource

La directrice d'Adaléa s'inquiète, par ailleurs, qu'un tiers des 6.000 personnes accueillies soient totalement sans ressources (des jeunes qui n'ont pas le droit au RSA, des migrants et des personnes qui n'ont pas recours à leur droit). « C'est un chiffre énorme et en forte augmentation ».

Au cours de l'assemblée générale, les membres du conseil d'administration sont également revenus sur le projet phare de l'année écoulée : l'Hybritel, une solution alternative à l'hôtel pour l'hébergement des migrants. L'association dispose en effet de 54 places d'accueil, dans d'anciens logements de l'office HLM Terre et Baie Habitat. « Nous avons calculé que cette solution fait économiser 10.000 € par mois à l'État dans le département », expose Pierre Grellard, le président. Autre sujet évoqué : les travaux à venir, rue de la Corderie, qui devrait permettre d'améliorer l'accueil de jour.

TELEGRAMME—5 mai

L'Adalea, nouveau parrain de l'Arbre de vie



Marie-Jeanne Dufraud, présidente de l'Arbre de vie, Manuela Charles, directrice de l'Adalea, et Pierre Grellard, président de l'Adalea, lors de la signature de la convention.

L'association loudéacienne Arbre de vie, Groupement d'entraide mutuelle (Gem) a un nouveau parrain. L'Adalea a ainsi signé une convention qui lui permet d'accompagner et de donner des conseils aux bénévoles de l'association.

« Nous sommes là pour s'assurer que tout va bien et est fait dans les règles, a indiqué Manuela Charles,

la directrice de l'Adalea. Nous intervenons en tant que garant de l'éthique de l'association. »

« Il s'agit d'un parrainage pour un accompagnement et des conseils sur les procédures », indique Marie-Jeanne Dufraud, présidente de l'Arbre de vie. L'Arbre de vie compte une quarantaine d'adhérents.

QUEST-FRANCE—22 octobre

Arbre de vie. Une convention avec Adalea

Andi, dans les locaux de l'Arbre de vie, Rue Lavergne, une convention de parrainage unissant cette association et l'association Adalea (foyers d'accueil) a été signée. Marie-Jeanne Dufraud, présidente de l'Arbre de Vie et Pierre Grellard, président de l'Adalea, ont procédé aux formalités administratives sous le regard de Manuela Charles, directrice de la même association. Cette convention a pour but d'apporter conseil et assistance à l'Arbre de Vie dans sa gestion quotidienne et les actions qu'elle souhaite entreprendre.



TELEGRAMME—23 octobre

Économie sociale et solidaire. La ministre en visite à Saint-Brieuc



Martine Pinville, secrétaire d'État chargée du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'Économie sociale et solidaire (ESS) a achevé son tour de Bretagne, hier, à Saint-Brieuc. Elle a visité Adaléa, qui accompagne les femmes victimes de violences conjugales. L'association est également chargée d'emploi, de formation et d'insertion par l'activité économique. Ce déplacement, dans le cadre du mois de l'ESS était l'occasion pour la ministre de mettre en lumière ces structures, qui représentent 13,9 % d'emplois locaux et 10 % du PIB.

TELEGRAMME—24 novembre

Adaléa, « un dispositif d'aide précieux »



Catherine LEMESLE.

Les salariés de l'association qui aide les femmes violentées ont reçu, hier, la secrétaire d'État Martine Pinville.

« En ce moment, nous avons de très jeunes femmes avec des bébés d'un mois, explique l'éducatrice spécialisée Karine Gauvry. Elles ont été victimes de violences durant leur grossesse. Souvent, l'auteur des coups n'accepte pas que leur femme-objet puisse avoir d'autres centres d'intérêt. »

Martine Pinville, secrétaire d'État en charge de l'économie sociale et solidaire, écoute avec attention la présentation du dispositif. Elle a visité les logements d'urgence, les hébergements sécurisés et a pu échanger avec des victimes. Certaines font le choix de se poser dans les appartements d'Adaléa pour une durée de 6 à 8 mois. Le temps de retrouver l'estime de soi et d'être en capacité de se protéger.

« Ce dispositif d'aide est précieux, a estimé la ministre. Il est géré par une association remarquable qui véhicule des valeurs sociales et solidaires. Je veux promouvoir ces exemples qui répondent à un besoin de la société. »

Chez Adaléa, Martine Pinville a pu sentir combien l'accompagnement des plus démunis est porté par des salariés attentionnés. La directrice, Manuela Charles, a le social chevillé au corps. Elle gère une association qui, en 2014, a accueilli plus de 6 900 personnes sur l'ensemble de ses pôles d'activités.

OUEST-FRANCE—24 novembre



« J'ai réussi à partir, à quitter mon bourreau »

Appelons la Muriel. Elle a 61 ans. Elle a vécu plus de 20 ans avec un homme qui la tyrannisait. Puis, elle a trouvé la force de s'en aller.

Témoignage

« J'avais 24 ans quand j'ai rencontré Philippe (1). Il avait plusieurs années de plus que moi. Très vite, nous avons ouvert un commerce. On s'est mariés, j'ai eu deux enfants.

J'ai abandonné mon métier pour ravailler avec lui, dans le commerce. Il n'a jamais voulu me déclarer. Devant les clients, il me traitait comme une moins que rien. Dès le début, en fait. Mais au départ, on est amoureux, alors on a de la souplesse. J'étais aveugle, j'étais manipulée, mais je ne m'en rendais pas compte. C'est moi qui m'occupais des papiers, de toute la comptabilité. Quand je venais au magasin lui demander un renseignement, il m'envoyait promener, publiquement : « T'as qu'à te démerder », c'était sur ce ton-là.

À des moments comme ça, on est deux personnes à la fois : l'une qui trouve que ce n'est pas normal, et l'autre qui est sous l'emprise. Mon ex-mari avait besoin de conflits. Il avait eu une enfance chaotique, une histoire familiale compliquée. Mais rien ne peut excuser le comportement qu'il a eu envers moi.

Quand on a vendu le commerce, c'est devenu encore pire. Il a repris un travail, dans l'industrie. Moi, à 40 ans passés, je n'ai trouvé que des petits boulots. Je n'avais pas le droit de chauffer la maison. En hiver, il faisait 14°, et parfois moins. Il ne fallait pas dépenser. Il me surveillait tout le temps, même quand j'ouvrais la porte du frigo. Il contrôlait ce que je mangeais.

J'avais perdu mon identité »

Était-il radin ? Pas pour lui, en tout cas : il avait plusieurs voitures, mais toutes ne servaient pas. Mais moi, il me surveillait, il relevait le compteur de ma voiture, mettait la main sur le capot en rentrant le soir, pour savoir si le moteur était chaud, si j'étais sor-



« Il ne peut plus rien m'arriver de pire... » (Photo d'illustration)

tie. Il me traitait de boulet, de bonne à rien. J'étais au bout du rouleau, j'avais perdu mon identité, je ne prenais plus soin de moi, j'étais devenue invisible.

Je l'ai quitté avant les violences physiques. Une fois, il m'a prise par le col, avec des gestes de menaces. Il ne voulait pas laisser de traces, il savait que j'irais porter plainte.

Après un début d'agression en public, la gendarmerie est intervenue. C'est un gendarme qui m'a conseillé d'aller consulter un médecin, et de porter plainte. Il est passé au tribunal, mais il a été relaxé : c'était la première fois qu'il avait ce genre de geste de-

vant témoins. Nous avons divorcé.

Je suis arrivée à Adalea (lire ci-contre) il y a deux ans. C'est grâce à l'association que je m'en suis sortie.

Quand on vit avec un homme pervers, on se demande pourquoi ça nous arrive à nous, et on essaie de le changer. Mais c'est impossible. On fait avec, ou on s'en va. Mais ça, on ne le comprend qu'après, avec du recul. Au début, on pardonne. Puis on pardonne toujours un peu plus. Jusqu'au jour où on ne peut plus pardonner.

On est tellement rabaissée par de tels hommes qu'on a la crainte de se retrouver seule. On a l'impression

qu'on ne pourra jamais s'en sortir sans cet homme qui est notre pilier. Alors qu'en fait, on est bien capable de se débrouiller seule.

Je continue à aller à Adalea. Je suis toujours dans les groupes de parole, mais pour aider celles qui arrivent. Mon ex-mari, je l'appelle mon bourreau. Je me suis forgée une carapace. J'ai pris mes distances. Il ne peut plus rien m'arriver de pire que ce que j'ai vécu avec lui. >>>

Anne KIESEL.

(1) Les deux prénoms ont été changés.

OUEST-FRANCE—5 janvier



Adalea : accompagnement et prévention

Entretien

Valérie Bocqueho, responsable du pôle accueil, écoute et veille sociale à l'Adalea, l'association départementale qui s'occupe des femmes victimes de violences conjugales.

Comment les femmes victimes de violences contactent-elles votre association ?

Certaines nous arrivent par le 3919, le numéro national Violences femmes info. D'autres appellent notre numéro, le 02 96 68 42 42, qui fonctionne 24 heures sur 24.

Où trouve-t-on le courage de faire cette démarche ?

L'événement déclenchant est souvent une violence plus grave, soit qui touche les enfants, soit dans laquelle la femme se sent vraiment en danger.

Combien de femmes accompagnez-vous ?

521 femmes, depuis le début de l'année 2014. Elles sont toujours plus nombreuses : il y a cinq ans, nous en voyions 400.



Quelles actions de prévention menez-vous ?

Nous avons créé un jeu, destiné aux jeunes, à partir de la 4^e, et aux adultes en formation. Il s'appelle « Équité toi ? » et permet de sensibiliser à la lutte contre les discriminations et violences.

Contact : Adalea, accueil écoute femmes. Permanences du lundi au vendredi, sur rendez-vous, au 30 bis, rue du Dr-Rochard, tél. 02 96 68 42 42. Également des permanences à Dinan, Guingamp, Loudéac, Rostrenen et Lamballe.

OUEST-FRANCE—5 janvier



Seconde édition de la randonnée solidaire : une réussite confirmée

Pour la seconde année consécutive, dans le cadre de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, la DDCS a initié une manifestation à destination du grand public : «Je marche, tu marches, nous marchons contre les violences faites aux femmes». Réalisation avant tout partenariale, ce projet était destiné à sensibiliser à nouveau le grand public aux violences faites aux femmes et à mettre en contact les acteurs/actrices du territoire sur un temps commun de partage.

Le comité départemental olympique et sportif des Côtes d'Armor, outre sa participation effective, a été le porteur administratif et financier de cette action à laquelle plusieurs autres partenaires institutionnels et associatifs étaient associés : conseil général, Saint Brieuc agglomération, centre d'information sur les droits des femmes et des familles; ADALEA, la marche mondiale des femmes 22, la maison départementale des femmes, le comité départemental sports pour tous; le comité départemental de la ran-

donnée pédestre; l'association les Pousse cailloux, le CMB, la MGEN, Endurance Shop mais aussi et tout particulièrement le comité départemental d'athlétisme. Tous ont activement participé à cette manifestation qui s'est tenue le dimanche 30 novembre 2014 sur le site de l'Hippodrome de la Baie à Yffiniac. Cette opération a consisté à proposer des activités sportives (randonnée solidaire, randonnée poussette, initiation à la marche nordique, ateliers pour les enfants) suivies d'un goûter. Parallèlement, des animations à partir de l'exposition «déconstruire les idées reçues sur les violences faites aux femmes», de questionnaires, de quizz, de photos ainsi qu'un mur d'expression, ont été proposées par les associations spécialisées afin de favoriser l'interactivité et susciter les questionnements.

La première édition en 2013 avait réuni environ 350 participants. L'objectif de cette année était de faire au moins aussi bien. Il a été atteint et même dépassé puisque nous avons eu la satisfaction d'enregistrer la présence de plus de 400 participants. Par ailleurs, 20 adultes et enfants hébergés par l'association ADALEA ont également participé à la randonnée solidaire. 150 à 200 questionnaires sous forme de quizz ont été distribués aux participants ainsi que des plaquettes d'information dont le 3919 numéro d'appel destiné aux victimes ou témoins de violences.

Le comité d'organisation envisage de reconduire le 29 novembre 2015, cette opération avec la participation d'autres structures spécialisées qui oeuvrent dans le département aux côtés d'ADALEA, telles que l'espace femmes à Dinan, la maison de l'Argoat à Guingamp et l'AMISEP à Lannion. Ce rendez-vous annuel départemental constitue non seulement une manifestation de promotion des activités physiques et sportives ouverte au plus grand nombre mais également un temps fort d'information, de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes. Retenez d'ores et déjà la date de la prochaine édition.

Contact DDCS : Marie Laurence BENTZ –
0296628348

INFOS DDCS—Avril



SIAO 22. L'urgence d'aider les personnes sans-abri



Photo Thomas Piquel

Le SIAO 22 est un observatoire qui a pour objectif d'améliorer les modalités de prise en charge des personnes sans-abri ou mal logées.

Depuis quatre ans, le Service intégré de l'accueil et de l'orientation des Côtes-d'Armor (SIAO 22) propose un rapport annuel afin de mieux évaluer les besoins et les actions en matière de prestations et d'hébergement d'urgence sur le département. En 2014, 1.585 personnes différentes ont sollicité le 115, le numéro de téléphone d'urgence sociale. L'année dernière 7.228 demandes d'hébergement et de prestations ont été faites, soit une nette diminution de 22 % par rapport à 2013. Piloté par la direction départementale de la cohésion sociale (DDCS), sous l'autorité du préfet des Côtes-d'Armor, Pierre Lambert et géré par l'association ADALEA, le SIAO 22 a aussi pour mission d'orienter les personnes vers une solution adaptée.

De plus en plus de jeunes sans-abri

La typologie des publics ayant fait appel au SIAO urgence en 2014, montre que de plus en plus de jeunes vivent dans la rue. « Dans le cadre du

dispositif Garantie jeune, j'ai rencontré des jeunes en errance, souvent en situation de rupture familiale, renvoyé par leurs parents », commente le préfet Pierre Lambert. 20 % de jeunes dans la tranche des 18-24 ans sont aujourd'hui sans-abri ou mal logés.

Les personnes présentant des troubles psychiatriques et les femmes victimes de violences au domicile familial font aussi partie des individus touchés par ces problèmes de logement. 70 % des demandes d'hébergement sont formulées sur le territoire de Saint-Brieuc. Le SIAO 22 s'attelle à répondre à toutes les réclamations. Sur les 900 demandes d'hébergement et logement adaptés, 265 offres étaient disponibles, soit un ratio de 3,4 personnes pour un logement. Un plan départemental sera présenté en fin d'année.

▼ Pratique

Numéro d'urgence sociale, le 115. Appel gratuit depuis un fixe et un mobile en France métropolitaine et en outre-mer.

TELEGRAMME—26 mai

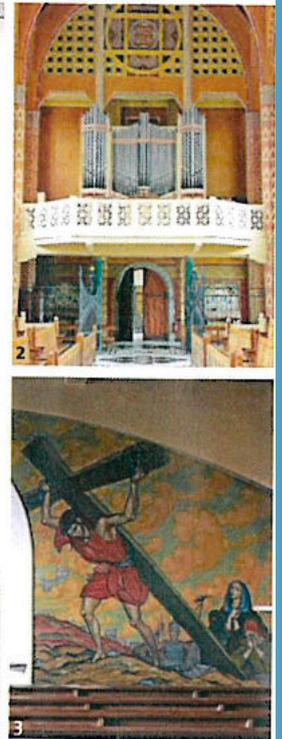


Maison diocésaine. Les travaux lancés

Judi, l'évêque a donné le top départ des travaux de la future Maison Saint-Yves, dont l'ouverture est prévue en septembre 2017. Ce chantier à 9 M€ vise à rassembler les services du diocèse dans l'ancien séminaire de Cesson.



1. Mgr Moutel a lancé jeudi les travaux de la nouvelle maison diocésaine Saint-Yves. La restauration de la crypte (3), de la chapelle (2) et de son clocher, inscrits à l'inventaire des Monuments historiques, est confiée aux architectes du patrimoine Frédérique Le Bec et Yves Le Coq, avec le concours des Bâtiments de France.



C'est une première dans l'histoire de l'Église à Saint-Brieuc. L'évêque de Saint-Brieuc et Tréguier, Denis Moutel, va quitter en 2017 son évêché de la rue Jean-Métairie et s'éloigner de quelques kilomètres du centre-ville et de sa cathédrale pour établir sa résidence et ses bureaux dans la future maison diocésaine. Mgr Moutel a lancé, jeudi, les travaux de la Maison Saint-Yves, dont l'ouverture est prévue en septembre 2017. Un chantier à 9 M€.

Les différents pôles du diocèse sont actuellement dispersés dans la ville : l'évêché rue Jean-Métairie, la radio RCF rue de la Corderie et la Maison La Mennais rue Jules-Verne. « Nous souhaitons concentrer nos fonctions sur un même site », explique Pierre Labbé, en charge du projet de restructuration.

« Ouvrir les lieux »

C'est dans l'émblématique ancien séminaire de Cesson, édifié entre 1924 et 1928 et œuvre magistrale de l'architecte Georges-Robert Lefort, que seront rassemblés les différents services diocésains.

Quelque 18 mois de travaux seront nécessaires pour aménager et transformer les lieux. « Le chantier sera confié pour 98 % à des entreprises costarmoricaines et à des structures d'insertion comme Adalea et Les Nouëlles », détaille Mgr Moutel. Le projet d'aménagement de la nouvelle maison diocésaine sera conduit par l'architecte Bertrand Aubry, du cabinet rennais Archipole.

« Le grand séminaire a été édifié dans les années 20 pour vivre en autonomie et autarcie. Notre projet prévoit l'inverse, nous allons

ouvrir les lieux, explique Bertrand Aubry. L'entrée de la nouvelle maison diocésaine se fera désormais par la rue Mathurin-Méheut. » Quatre ouvertures seront pratiquées dans le mur d'enceinte de la rue Mathurin-Méheut pour accéder à une vaste esplanade et au jardin. « Un chemin planté de madriers de chêne et un auvent d'entrée seront installés », détaille l'architecte. Une croix annoncera la vocation religieuse du site. « C'est le passage de l'espace profane à l'espace sacré », précise l'architecte.

Un accueil de jour pour les familles démunies

Passée l'entrée, les visiteurs se retrouveront dans le grand hall, qui va constituer un espace d'accueil et d'information, mais aussi un lieu de convivialité avec une

caféteria. Le vaste cloître sera restauré et protégé des intempéries. « Le jardin sera agrémenté de miroirs d'eau, de bancs et de plusieurs parterres de plantes médicinales », annonce Bertrand Aubry. Autre spécificité de la future maison diocésaine : la médiathèque de 250 m² qui sera créée dans l'ancienne bibliothèque diocésaine avec un espace de recherche pour les universitaires et un lieu d'exposition autour de l'art, de la culture et de la foi. Les archives de l'évêché, actuellement stockées rue Jean-Métairie, rejoindront aussi la future Maison Saint-Yves dans un espace de 1.500 m linéaire.

Des bureaux seront installés dans les bâtiments ainsi que sept salles de réunion pour la trentaine de salariés et de bénévoles de l'évêché. La future Maison Saint-Yves va aussi accueillir un service d'ac-

cueil de jour pour les familles démunies, « en lien étroit avec le Secours catholique et Adalea » annonce Pierre Labbé.

La restauration de la crypte, de la chapelle et de son clocher, inscrits à l'inventaire des Monuments historiques, est confiée aux architectes du patrimoine Frédérique Le Bec et Yves Le Coq, avec le concours des Bâtiments de France, pour une enveloppe d'1M €. « Les lieux et les bétons ont vieilli. Nous allons donner une nouvelle jeunesse à ces éléments du patrimoine », indique l'architecte, Frédérique Le Bec.

Quid des biens immobiliers du diocèse ? « Nous avons choisi un professionnel pour la future vente de l'évêché et de la maison La Mennais. Des démarches qui se font en lien étroit avec la ville de Saint-Brieuc » annonce Mgr Moutel.

TELEGRAMME—29 septembre



250 personnes à la soirée sur les violences aux femmes



De gauche à droite : Sylvie Grondin, maire adjointe à Saint-Brieuc ; Jeanne Fouilleul-Daniel, d'Adalea ; Valérie Boquéhéno ; Murielle Le Goff ; Marie Heussaff, présidente du club Inner Wheel et Patrick Lewden.

Le club Inner Wheel briochin a organisé, jeudi soir, au Cinéland de Tréguieux, une soirée solidaire au profit de l'association Adalea de Saint-Brieuc, qui propose différents pôles de soutien : un accueil d'écoute pour les femmes, un centre d'hébergement et un atelier de réinsertion sociale.

Le thème de cette soirée : les femmes victimes de violence. 250 personnes ont assisté à la diffusion du film *Arrêtez-moi*, de Jean-Paul Lilienfeld, avec Sophie Marceau et Moui-Miou.

Un débat animé par Murielle Le

Goff et Jeanne Fouilleul-Daniel, de Adalea, et par Patrick Lewden, procureur adjoint au tribunal, était organisé à la suite de la projection.

Les participants se sont ensuite retrouvés dans le hall de Cinéland, pour poursuivre les échanges autour d'un buffet de desserts préparé par les adhérentes du club Inner Wheel.

Les bénéfices de cette opération vont être reversés à l'association Adalea. Un mécène a pris à sa charge les dépenses inhérentes à cette soirée.

Adaléa : 30, bis rue du Dr-Rochard, tél. 02 96 68 42 42.

OUEST-FRANCE—7-8 novembre



Un point santé pour ceux qui sont démunis

L'Adaléa a installé une permanence santé par une infirmière, tous les lundis, à la maison du département de Loudéac.

Pourquoi ? Comment ?

Le point santé, qu'est-ce que c'est ?

Depuis lundi, l'Adaléa a ouvert une permanence santé au sein de la Maison du département de Loudéac. Ce point santé Centre Bretagne est une « passerelle » pour accompagner les personnes en situation précaire vers le soin et les lieux de santé. C'est la dixième structure de ce type à ouvrir en Bretagne.

Tous les lundis, Aurélie Gestin, infirmière, accueille les personnes qui souhaitent un accompagnement. « Il s'agit d'une réponse aux besoins d'un territoire qui dispose de peu de dispositifs spécifiques. L'agence régionale de santé a financé pour cette première année deux sites à Loudéac et Pontivy », explique Valérie Boqueho, responsable du pôle accueil, écoute et veille sociale de l'Adaléa 22.

Qui peut en bénéficier ?

Il s'adresse à toutes les personnes en difficulté sociale du territoire de santé Pontivy-Loudéac. « Il n'y a pas de critère spécifique défini, note Valérie Bocqueho. Il s'agit le plus souvent de personnes qui n'ont plus de droits ouverts. » Impossible d'estimer le nombre de personnes concernées sur le territoire. « La difficulté de ce projet est de recenser le public concerné. On ne peut pas évaluer les besoins. » 421 personnes ont été accueillies à Saint-Brieuc en



Valérie Bocqueho, responsable du pôle accueil, écoute et veille sociale de l'Adaléa 22 et Aurélie Gestin, infirmière.

2014. « Nous partons donc sur une estimation de 250 à 300 personnes pour le territoire de santé Loudéac-Pontivy. »

Est-il possible d'y être soigné ?

Ce n'est pas la vocation de ce lieu. Il sert essentiellement à informer les personnes sur leurs droits liés à la santé, et à les accompagner dans leurs démarches pour en bénéficier. « Il est possible pour l'infirmière d'effectuer quelques soins comme un pansement à refaire », ajoute Valérie Bocqueho.

Mélanie BÉCOGNÉE.

Point santé de Loudéac, permanence le lundi à la maison du département, de 9 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h. Tél. 07 68 08 52 07.

OUEST-FRANCE—18 novembre



Adalea > Il accueille les personnes démunies

Un « Point santé » ouvert

Un « Point santé », a ouvert, le 5 novembre au sein des locaux de la maison du département en réponse aux besoins liés à la santé des personnes les plus démunies sur le territoire de santé de Pontivy-Loudéac.

Dans le domaine de la santé aussi, les inégalités ne cessent de grandir au sein de la population. Si accéder aux soins médicaux s'avère de moins en moins facile en général dans le Centre-Bretagne, à cause du manque criant de médecins généralistes, pour les personnes les plus démunies ils sont souvent devenus carrément hors d'atteinte.

L'association Adalea trouve particulièrement « préoccupante » la situation du territoire de santé Pontivy-Loudéac à en juger par le nombre de personnes qu'elle accueille qui n'ont recours que très tardivement à des soins médicaux, ou qui y renoncent tout à fait...

Pour faciliter l'accès de ces publics démunis à l'offre de santé, l'association Adalea a ouvert un « Point santé » à la maison du département de



Aurélie Gestin et Valérie Bocquého.

Loudéac.

Désormais, chaque lundi, une infirmière dont le poste est financé par l'Agence régionale de santé de Bretagne, pourra y recevoir les personnes en difficulté ayant besoin de soins médicaux. Une bouée de sauvetage lancée en priorité aux plus vulnérables ; « **ceux qui n'ont plus de droits CMU ouverts et qui vont baisser les bras** » explique Valérie Bocquého, responsable du pôle Accueil, écoute et veille sociale à l'Adalea.

L'infirmière, Aurélie

Gestin, pourra « **très ponctuellement** » effectuer un peu de « **bobologie** ». Mais sa mission principale est « d'enclencher une relation de confiance » avec son public et de l'orienter sur « la marche à suivre pour accéder aux soins auprès de médecins traitants ou dans des structures adaptées ». Elle organisera aussi des ateliers de prévention sur les conduites addictives, la sexualité, la nutrition, la santé mentale, etc.

À partir de l'année prochaine, un psychologue devrait rejoindre Aurélie Ges-

tin au « Point santé » « et à plus long terme, une antenne itinérante (avec un camping-car) pourrait sillonner le territoire. Le Point Santé devra alors s'appuyer sur les repérages effectués par les CCAS des différentes communes pour cibler ses déplacements.

> Pratique

Point santé Centre-Bretagne ; 9, rue de la Chesnaie (Maison du Département). Chaque lundi de 9 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h. Tél. 07 68 08 52 07.

LE COURRIER INDÉPENDANT—20 novembre



Point Santé. Faciliter l'accès aux soins pour tous

Yves Oliviéro

Un Point Santé vient d'ouvrir à Loudéac. Cette permanence va permettre aux personnes ayant des difficultés sociales de mieux accéder aux soins. Il est animé par une infirmière.

Aurélié Gestin, à gauche, est l'infirmière à l'accueil du Point Santé ; Valérie Bocquého, la responsable du service au sein d'Adaléa.



Le Point Santé Centre-Bretagne a ouvert ses portes à la Maison du département, lundi. Ce nouveau service a trois missions : informer sur les droits à la santé, accompagner dans les démarches d'accès aux soins et orienter vers les structures de soins.

« Il n'y a pas de critère particulier pour y avoir accès. Il s'adresse à toute personne en difficulté sociale ou financière », explique Valérie Bocquého, responsable du service accueil, écoute et veille sociale à Adaléa.

Une infirmière à l'accueil

Aurélié Gestin, l'infirmière qui anime cette permanence, dirigera ainsi ce public vers les services de santé adaptés, ou l'aidera à se retrouver dans le domaine administratif. « Beaucoup de personnes en situation difficile ignorent leurs droits. Mon rôle sera de les orienter les personnes vers les services de soins ou de les aider dans leurs démarches. Mais, il est hors de question de prodiguer des soins, hormis des interventions minimales », explique-t-elle.

L'opération s'accompagne aussi d'ateliers de prévention sur les thématiques des conduites addictives, de la sexualité, de la nutrition ou la santé mentale.

Sur Loudéac et Pontivy

Aucune prévision de fréquentation ne peut être donnée. Par contre, la même opération, sur Saint-Brieuc, a permis de toucher 421 personnes en 2014. « Nous pensons atteindre 60 % de ce chiffre sur Loudéac et Pontivy », indique Valérie Bocquého. L'opération couvre, en effet, le secteur sanitaire du territoire.

Elle est d'ailleurs financée par l'Agence régionale de santé. Cette dernière a fait un état des lieux, constatant que le territoire manquait d'une réponse spécifique en matière de soins pour le public en difficulté. « La faible densité de professionnels de santé libéraux, notamment les médecins généralistes, fragilise l'égal accès à la santé pour tous et les publics démunis sont parmi les plus affectés. De plus, le territoire dispose de peu de dispositifs spécifiques pour faciliter leur accès à l'offre de santé ».

Pour réussir cette opération Adaléa va mobiliser les partenaires qui évoluent dans le domaine social sur le secteur. « Nous allons commencer par leur faire appel pour qu'ils envoient vers nous les publics concernés par l'opération ».

Permanence itinérante envisagée

Dans l'avenir et selon les financements disponibles, des projets sont à l'étude, comme la mise en place d'une permanence itinérante. « En Centre-Bretagne, le public visé se trouve bien souvent en campagne. Il faut donc aller vers lui. Avec un camping-car, par exemple, nous pourrions leur apporter une aide directe ».

L'autre système à créer pourrait être une pharmacie humanitaire. Elle permettrait de distribuer les médicaments nécessaires plus rapidement palliant ainsi les lenteurs administratives.

▼ Horaires

Les permanences se tiennent tous les lundis à la Maison du département, de 9 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h.

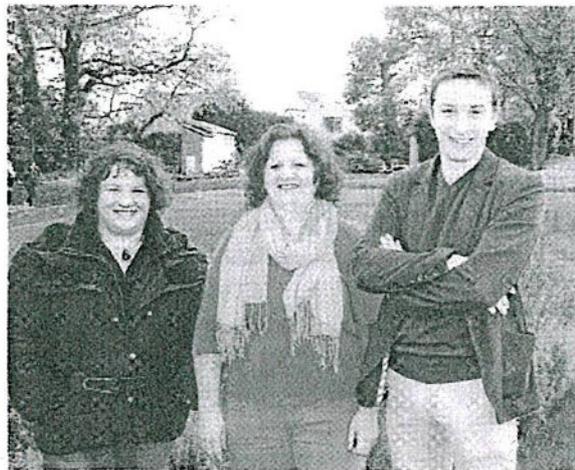
TELEGRAMME—21 novembre



Violences faites aux femmes. Soirée débat mercredi

L'Adalea, la gendarmerie et la vice-procureure du tribunal de Saint-Brieuc propose, mercredi, une soirée-débat, à la salle des Augustins. Au programme : projection du film « L'emprise », et information.

Frédérique Unterdorfel, coordinatrice du CLSPD ; Jeanne Fouilleul-Daniel, assistante sociale spécialisée violences conjugales à l'Adalea, et Julien Houzé, adjoint aux solidarités, invitent le public à venir nombreux.



« En 2014, en France, 134 femmes ont été tuées dans le cadre de violences commises au sein du couple, soit la mort d'une femme tous les trois jours, sous les coups de son compagnon ou de son mari. » Dans le cadre de la journée nationale « L'élimination des violences faites aux femmes », le CLSPD de Lamballe (Service vie sociale et prévention) organise en partenariat avec l'Adalea, (association Accueil, écoute et veille sociale), la gendarmerie et la vice-procureure du tribunal de Saint-Brieuc, une soirée-débat mercredi, à 20 h, à la salle des

Augustins.

Projection du film « L'emprise »

Au programme, la projection du film « L'emprise », réalisée par Claude Michel Rome avec Odille Vuillemin, Fred Testot et Marc Lavoine, qui retrace l'histoire vraie d'une femme victime de violences conjugales qui se retrouve aux assises pour avoir tué son mari. Suivra un temps d'échange avec les partenaires.

Adalea donnera des explications sur le cycle de la violence au sein du couple, violences physiques, écono-

miques et psychologiques, la gendarmerie sur les démarches à suivre en cas de violence (dépôt de plainte à l'enquête), la vice-procureure parlera de « l'ordonnance de protection », une loi mise en place dans le but de renforcer la protection de la victime de violences (physiques et psychologiques), de façon rapide et indépendante de l'existence d'une procédure pénale en cours ou d'une procédure de divorce.

▼ Pratique

Entrée gratuite. Contact : CLSPD.
tél. 06.60.54.05.56 ou 02.96.50.00.29.

TELEGRAMME—21 novembre



Maison Saint-Yves. L'Agglo et le diocèse s'engagent en faveur de l'insertion



Le père Gérard Nicole, vicaire épiscopal et Bruno Beuzit, vice-président Saint-Brieuc agglomération lors de la signature de la convention.

Une convention a été signée hier, à l'évêché, entre le diocèse et le service insertion sociale et professionnelle de Saint-Brieuc agglomération pour un accompagnement et un suivi, dans la mise en place d'une clause d'insertion, dans le marché de la restructuration de la Maison Saint-Yves. La clause d'insertion, permet à des personnes qui rencontrent des difficultés socioprofessionnelles, de saisir l'opportunité d'un marché, pour s'engager dans un parcours d'insertion durable, via la mise en situation de travail auprès des entreprises.

Une démarche solidaire

Lors de l'élaboration de son projet, le diocèse a souhaité inclure une clause d'insertion dans son appel d'offres privé. « C'est un élément déterminant lors du choix des entreprises. Cela fait partie de leur engagement. 6.000 heures d'insertion seront réalisées par des publics prioritaires répartis entre treize entreprises titulaires du marché. De plus,

d'autres structures locales d'insertion comme Adalea, les Nouelles et la Régie de quartier, interviendront également (peinture, montage de mobilier et entretien) », explique Pierre Labbé, chef de projet.

Les collectivités ont pris des mesures pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion lors de la création de chantiers. « C'est la première fois qu'un projet privé intègre la démarche. Il serait intéressant que d'autres suivent », souligne Bruno Beuzit, vice-président de Saint-Brieuc agglomération.

Le père Nicole a également insisté : « La Maison Saint-Yves est un lieu ouvert. Il est prévu de réaliser un espace caritatif pour le Secours catholique et Adalea (250 m²) afin d'y accueillir les familles les plus démunies. » La Maison Saint-Yves devrait être terminée au second trimestre 2016.

 La vidéo sur letelegramme.fr

TELEGRAMME—4 décembre



Hybritel, une structure d'hébergement d'urgence innovante

Parmi les autres projets représentés : **Hybritel, mis en place par l'association départementale Adalea**. Le projet Hybritel a permis la réhabilitation, en 2014, d'une cage d'escalier d'un bailleur social de l'agglomération de Saint-Brieuc, dans l'objectif de répondre aux demandes d'hébergement d'urgence adressées au 115. Avec une particularité : **la modularité des logements proposés**. Grâce à un système de digicodes donnant accès aux logements et aux chambres les composant, les espaces peuvent être articulés en fonction de la demande et des différentes compositions familiales. Hybritel dispose du statut « logement » et a obtenu un agrément du préfet pour réaliser des hébergements d'urgence.

Aujourd'hui, ce projet est étudié par d'autres régions de France, qui viennent régulièrement visiter la structure. Il faut dire qu'Hybritel a permis de **réduire les coûts** de manière substantielle : **11 euros par nuit, contre 18 euros dans les hôtels travaillant habituellement avec le 115**. « L'économie se chiffre à 10 000 euros par mois », estime Christophe Guinche, responsable de pôle d'Adalea.

Pour arriver à ce résultat, l'association mise sur la mutualisation des coûts entre ses différents pôles (accueil, écoute & veille sociale ; logement & hébergement ; emploi & formation ; ateliers d'insertion). Ainsi, un système de vidéo-surveillance relié au centre dédié aux femmes victimes de violences conjugales, à Saint-Brieuc, permet de ne pas mobiliser un agent sur place 24h/24. De plus, les deux cages d'escaliers adjacentes à Hybritel abritent une maison relais gérée par Adalea, permettant de mutualiser certains postes de dépenses, comme les photocopies... L'animation est réalisée par des professionnels du monde hôtelier et par des bénévoles.

L'équipe des cafés économiques de Bercy (web)—7 avril



LOGEMENT
HÉBERGEMENT

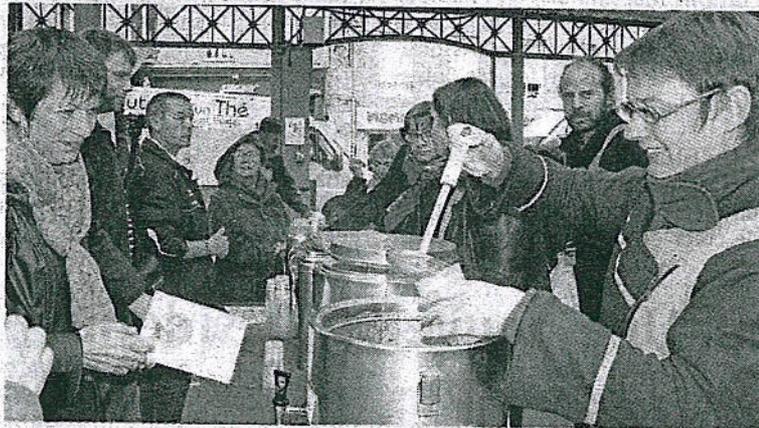
Refus de la misère. Journée mondiale samedi

La Journée mondiale du refus de la misère est née de l'initiative du père Joseph Wresinski en 1987. Création d'ATD Quart-monde, cette journée, reconnue par les Nations Unies depuis 1992, a trois objectifs : donner la parole aux plus démunis sur leurs difficultés quotidiennes et leurs aspirations ; mobiliser citoyens et responsables publics ; constituer un point d'appui pour une lutte de fond par rapport à la misère toute l'année. À Saint-Brieuc, cette journée est célé-

brée depuis 1995 chaque année à l'appel du comité du 17 octobre, collectif qui regroupe de nombreuses associations dont ATD Quart-monde (initiateur), le Secours catholique, Amnesty International, Adalea... Elle se déroulera samedi selon le programme suivant : à partir de midi, rencontre autour d'une soupe offerte sous les anciennes halles puis Cérémonie officielle place des droits de l'homme devant la réplique de la Dalle du Trocadéro.

TELEGRAMME—14 octobre

Journée du refus de la misère. La soupe était très solidaire



Près de 90 litres de soupe ont été confectionnés et dégustés grâce à des légumes offerts.

Depuis 1987, le 17 octobre est dans le monde entier « la journée du refus de la misère ». Et depuis 1995, des Briochins et des Costarmoricains affiliés à diverses associations (ATD Quart-monde, Secours catholique, Adaléa, etc.) ou engagés dans l'action à titre personnel s'unissent pour tenter de repousser un peu ce fléau qui parfois frappe où on ne l'attend pas.

Samedi, cette manifestation avait pris à Saint-Brieuc un relief et une intensité particuliers, car pour la première fois, la manifestation se déroulait sur le thème de la « soupe solidaire ». Chaud et odo-

rant, le breuvage était servi sous les halles aux personnes en situation de précarité bien sûr, mais aussi aux bénévoles, aux passants et aux membres des organismes parties prenantes, dont la mairie.

« La soupe a été confectionnée au centre social du Point-du-jour avec des légumes offerts par des magasins bio, avec le concours de tous, y compris les bénéficiaires. Ce fut un grand moment de rencontre et d'échanges », expliquait une bénévole. Des animations ludiques ou plus sérieuses et une cérémonie officielle sur la place des Droits-de-l'Homme ont prolongé la journée.

TELEGRAMME—21 octobre



LOGEMENT
HÉBERGEMENT

Débat sur les violences faites aux femmes

Le club Inner Wheel propose une soirée autour du film « Arrêtez-moi », le jeudi 5 novembre.



Françoise Gourio, fondatrice du club Inner Wheel de Saint-Brieuc, Muriel Le Goff, coordinatrice Adalea, et Patricia Heussaff, présidente d'Inner Wheel : trois femmes investies pour faire de cette soirée une pleine réussite.

Améliorer la vie des femmes et des enfants

Présente à l'Onu depuis 1988, l'association Inner Wheel est l'une des plus importantes organisations non-gouvernementales (ONG) féminines dans le monde avec plus de 100 000 membres, répartis dans 103 pays. Elle a pour objectif d'œuvrer pour améliorer la vie des femmes et des enfants. C'est dans cette optique que l'antenne de Saint-Brieuc propose, le jeudi 5 novembre, la projection du film « Arrêtez-moi » de Jean-Paul Lilienfeld.

Une histoire vraie

Sorti en 2013 et interprété par Sophie Marceau et Miou Miou, ce long-métrage, adapté du roman *Les Lois de la gravité* de Jean Teulé, s'inspire d'une histoire vécue. « Un soir, une femme se rend dans un commissariat pour confesser le meurtre de son mari commis il y a plusieurs années. Du-

rant l'interrogatoire, elle explique à la policière avoir été victime de violences répétées de la part de son époux. Comprenant son calvaire, la policière refuse de l'arrêter et lui conseille de rentrer chez elle, ce qu'elle refuse... ».

Soirée caritative

Cette projection sera suivie d'un débat sur les droits et l'intégration des femmes violentées animé par Patrick Lewden, procureur adjoint, et Muriel Le Goff et Jeanne Fouilleux-Daniel d'Adalea, association humanitaire d'entraide, sociale à proximité. Celle-ci intervient auprès des femmes victimes de violences conjugales et familiales. Les bénéfices de cette soirée lui seront intégralement reversés.

Jeudi 5 novembre, à 20 h, à Cinéland Tréguéux. Entrée 9,50 €. Réservations au 02 96 33 15 77.

OUEST-FRANCE—3 novembre



Violences aux femmes. Marcher pour lutter



Les partenaires de la marche solidaire donnent rendez-vous dimanche, à l'hippodrome de la Baie, à Yffiniac.

Une marche solidaire pour sensibiliser aux violences dont sont victimes les femmes, c'est le projet que porte le Comité départemental olympique et sportif (CDOS), avec une douzaine de partenaires (*), dans le cadre de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Elle aura lieu dimanche, à l'hippodrome de la Baie, à Yffiniac.

Informé pour mieux aider

Une vocation principale pour cette action, l'information. Celle des victimes, mais aussi du grand public. « Chaque événement que nous organisons auprès du grand public est une occasion pour que des femmes sortent du silence. Nous leur offrons alors écoute et documentations », indique Muriel Le Goff, coordinatrice du pôle

logement-hébergement à Adaléa. « Parfois, c'est l'entourage qui réalise. Ce sont des familles, des voisins, qui viennent s'informer sur la manière d'aider », ajoute-t-elle.

Au programme de la journée

La troisième édition de cette marche solidaire propose des circuits de 8 km, 5,2 km et 2,4 km. Une initiation à la marche nordique est aussi ouverte au public.

En parallèle, au village d'animations, des ateliers d'initiation sportive seront mis en place pour les enfants âgés de 3 à 12 ans, des stands d'information et de sensibilisation, avec la présence de plusieurs associations spécialisées. Un espace d'expression viendra recueillir les déclarations des participants. À voir également, l'exposition de photos du

conseil départemental, « Sur la route des femmes », consacrée à des portraits de personnalités qui ont fait évoluer l'égalité femmes-hommes en Côtes-d'Armor, à travers neuf axes tels que l'égalité professionnelle, la contraception, la culture, ou encore le sport. De la documentation sera remise aux participants à l'issue de la course.

(*) DDCS, conseil départemental, Saint-Brieuc agglomération, CIDFF, Adaléa, Association maison de l'Argoat, comités sportifs.

▼ Pratique

Dimanche, à l'hippodrome de la Baie, à Yffiniac. Rendez-vous à 13 h 15, départ collectif à 13 h 45.

Contacts et renseignements au CDOS : tél. 02.96.76.25.00 ou cdos@gmail.com

TELEGRAMME—25 novembre



LOGEMENT
HÉBERGEMENT



letelegramme.fr

Violences faites aux femmes

La marche adossée à la journée solidaire contre les violences faites aux femmes a rassemblé 300 marcheurs, hier à Yffiniac.

La vidéo sur <http://videos.letelegramme.fr>

Violences. 300 marcheurs solidaires des femmes

400 l'an dernier, 300 cette année. Dans le contexte actuel où les rassemblements sur la voie publique étaient annulés ce week-end, la marche solidaire contre les violences faites aux femmes, hier, à l'hippodrome de la baie à Yffiniac, a été couronnée de succès.

Pour la 3^e année, sous l'égide de la Direction départementale de la cohésion sociale, un collectif d'associations a organisé ce rendez-vous avec, au menu, trois parcours de randonnée et une initiation à la marche nordique. Exposition, présentation de films, stands d'information et espace d'expression complétaient le programme.

Mobilisation de tous

Une mobilisation pour rappeler « qu'aujourd'hui, l'action des pouvoirs publics et des associations ne suffit plus. Il faut que tout un chacun se sente concerné et intervienne au quotidien », insiste Muriel Le Goff, coordinatrice du pôle logement hébergement au sein d'Adalea, association départementale accueil, écoute et veille sociale. Une structure qui travaille auprès des femmes victimes de



Environ 300 marcheurs se sont donné rendez-vous, hier, à Yffiniac, pour une marche solidaire contre les violences faites aux femmes.

violences conjugales.

Pour mémoire, en 2014, 216.000 femmes âgées de 18 à 75 ans ont été victimes de violences physiques et ou sexuelles, et 134 femmes ont été tuées par leur compagnon ou ex-compagnon, dont un cas dans le département.

Des actes de violences qui ne se déroulent pas exclusivement dans l'intimité du foyer mais également sur les terrains de sport. Raison pour laquelle le collectif organisateur a choisi de faire passer son message à l'occasion d'un rassemblement sportif.

TELEGRAMME—30 novembre



LOGEMENT
HÉBERGEMENT

L'image du jour



Le club Inner Wheel de Saint-Brieuc a remis, hier, un chèque d'un montant de 3 000 € à l'association départementale Adalea, centre d'accueil, d'écoute et d'hébergement pour les femmes victimes de violences conjugales. Un geste de solidarité et d'humanité accueilli avec reconnaissance par le président, Pierre Grellard. La somme est destinée à améliorer le cadre de vie des femmes et des enfants, notamment en créant une aire de jeux dans l'espace de proximité du centre basé au 30 bis, rue Dr Rochard.

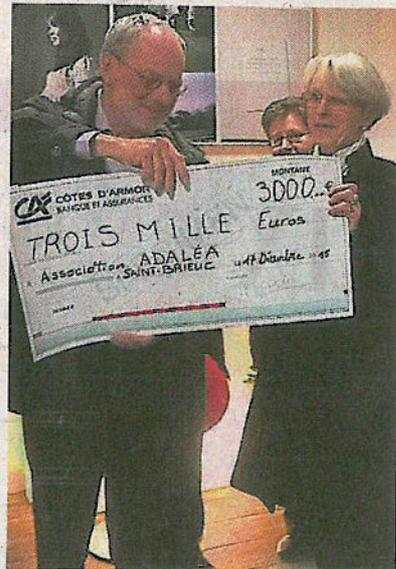
TELEGRAMME—18 décembre

Don de 3 000 € à l'association départementale Adaléa

Le club Inner Wheel, importante ONG féminine internationale, a remis un chèque de 3 000 €, jeudi, à l'association Adaléa, lieu d'écoute et d'accueil pour les femmes victimes de violences.

À la suite de l'action menée le 5 novembre, à Cinéland, lors de la projection du film *Arrêtez-moi*, le club Inner wheel a pu collecter la somme de 3 000 €, qui pourra servir à améliorer la qualité de vie des enfants, mais aussi des femmes accueillies par Adaléa.

Murielle Le Goff, coordinatrice du pôle logement et hébergement, a profité de la remise de chèque pour présenter l'un des projets de 2016 : l'acquisition d'une structure de jeux extérieurs, ainsi que du mobilier plus adapté pour les enfants. L'objectif est de créer un lieu agréable où les femmes peuvent se retrouver avec leurs enfants de 2 à 12 ans.



La présidente, Patricia Heussaf, remet le chèque de 3 000 € à l'association Adaléa.

OUEST-FRANCE—18 décembre



LOGEMENT
HÉBERGEMENT

L'atelier du Bois Ludik récompensé

Situé au Carré Rosengart, l'atelier du Bois Ludik est une association qui a pour vocation d'organiser des ateliers de fabrication de jouets et de différents objets en bois.

L'atelier est destiné aux adultes et aux enfants.

La Fondation SNCF vient de récompenser l'association, en lui offrant un prix doté de 1 000 €. Cet argent va servir à offrir des ateliers à diverses structures comme le centre social de la Croix-Saint-Lambert.

Jeudi matin, Anne-Sophie Besnard, de l'association Adalea, accompagnée de plusieurs femmes victimes de violences, a participé à un atelier.

L'après-midi, les papas vivant dans la rue étaient conviés aux séances. Hélène Touboulic, de l'atelier du Bois Ludik, animait la journée.

L'association sera présente sous



Anne-Sophie Besnard et Hélène Touboulic, lors de l'atelier offert aux femmes victimes de violences, jeudi.

les vieilles Halles, jusqu'au mercredi
23 décembre, dans le cadre du mar- ché de Noël.

OUEST-FRANCE—23 décembre



EMPLOI
FORMATION

Leur première collecte avec les Restos du cœur



Soulé Boura, Romain Boyer, Ophélie Minter, Cristina Fernandez et Laura Cantrelle participent à la collecte des Restos du cœur.

Adalea se décline ainsi : accueil, écoute et veille sociale, logement, hébergement, emploi formation et ateliers d'insertion. Cette association, dont le siège est à Saint-Brieuc, est très présente dans les Côtes-d'Armor, mais peu dans le Morbihan, seulement à Pontivy et Locminé.

Une rencontre entre un groupe de jeunes accompagnés de Cristina Fernandez, chargée de formation, et les Restos du cœur est à l'origine de la

participation des jeunes à la collecte, ce week-end. Au centre commercial Leclerc, Ophélie Minter et Soulé Boura ont fonctionné en binôme, à l'instar de Laura Cantrelle et Romain Boyer. De 15 h à 17 h, trois équipes étaient en poste dans différents centres commerciaux.

Ces jeunes semblaient heureux d'être associés à cette collecte qui se prolonge ce samedi.

OUEST-FRANCE—7 mars

Une exposition sur l'adolescence à Adalea



Les jeunes ainsi que les organisateurs ont présenté leurs œuvres au public.

Dans le cadre de la Semaine d'information sur la santé mentale, une exposition est organisée dans les locaux de l'association Adalea. Elle sera visible ces prochaines semaines.

De jeunes stagiaires de l'association, ainsi que des patients de la clinique du Val-Josselin et des adhérents de l'association Boomcœur,

y ont participé. « Ils ont raconté ce qu'ils pensaient de l'adolescence en témoignant avec de vrais faits de vie », explique Saïg Hamon, le responsable du pôle emploi formation.

De nombreuses animations sont encore prévues tout au long de la semaine.

Adalea, 20, boulevard Gambetta.

OUEST-FRANCE—19 mars



EMPLOI
FORMATION

Coralie et Alphonse veulent retrouver un emploi

Le coup de pouce à l'emploi. Coralie et Alphonse sont demandeurs d'emploi dans le territoire loudéacien. Ils sont bien déterminés à retrouver un emploi. Ils racontent leurs parcours.

« Reformuler mon projet professionnel »

Coralie Savidan, 21 ans, Loudéacienne.

2013-2014. Bac professionnel de conduite et gestion d'entreprises agricoles, maîtrise de la bureautique (internet, Word, Excel...)

« Si une opportunité de travail se présente avant le début de ma formation, je me lance ! » Depuis quelques mois Coralie Savidan a poussé la porte de la Maison de l'emploi. Elle est passée du statut d'étudiante à celui de demandeur d'emploi. « Je suis inscrite depuis septembre 2014. Avant, j'ai eu trois ans d'expérience en entreprise agricole. Je m'occupais de l'élevage, l'entretien des champs, la conduite des tracteurs. J'ai même fait un stage d'un mois au Canada. C'était une expérience très enrichissante. Ils ne fonctionnent pas du tout comme en Bretagne. »

Après le collège, la jeune femme a également enchaîné les stages, « pour trouver ma voie ». Obligée de mettre un terme à son bac professionnel à la Maison familiale rurale, Coralie Savidan souhaite aujourd'hui changer d'orientation. Elle a démarré depuis peu une formation en lien avec l'organisme Adaléa à la Maison de l'emploi, « pour reformuler mon



projet professionnel et l'approfondir ».

Dans l'idéal, elle souhaiterait travailler dans le secteur du service à la personne. « Un diplôme est nécessaire. » La Loudéacienne espère ne pas avoir à attendre. « Je cherche toujours du travail. Pour le moment, je me concentre sur le secteur de Loudéac car je n'ai pas le permis. Mais je le passe en ce moment. »

Mélanie BÉCOGNÉE.

« Cela ne me plaît pas d'être sans travail »

Alphonse Matoubela, 54 ans, d'Hémonstoir

Permis poids lourds

« J'ai besoin de retrouver un travail pour élever ma fille », exulte Alphonse Matoubela. Veuf depuis de onze ans, ce papa a encore à charge la plus jeune de ses cinq enfants.

Né à Brazzaville, au Congo, cet ancien boxeur professionnel participe en 1980 aux Jeux olympiques de Moscou. Il arrive en France en 1988. « On était venu me chercher pour les compétitions. »

Sa carrière sportive terminée, il décroche son premier poste de chauffeur routier manutentionnaire exercé pendant près de seize ans. Après un licenciement économique, il enchaîne les petits contrats. « Je ne voulais surtout pas rester sans travailler », explique Alphonse.

Depuis trois mois, il recherche de nouveau du travail. Un poste de conducteur routier. « J'ai vingt d'expérience. Je serai rapidement opérationnel. » Alphonse Matoubela insiste aussi sur sa disponibilité. « J'ai une grande flexibilité horaire. »

Seul avec sa fille Gloria, 12 ans, il ne peut s'absenter plusieurs jours de suite. Il espère pouvoir travailler dans un rayon de 120 km autour de son domicile.

L'ancien boxeur met en avant sa bonne condition physique et son mental. La boxe lui a permis d'être



à la hauteur dans de nombreux domaines. « Je ne me laisse pas abattre par l'ampleur du travail à effectuer. »

Alphonse Matoubela insiste sur sa motivation « J'ai besoin de travailler. Et cela ne me plaît pas d'être sans emploi. » Il souligne qu'il met tout en œuvre pour décrocher un travail. Il se désole pourtant de ne toujours pas y être parvenu.

« Récemment, je me suis déplacé dans une entreprise, en réponse à une annonce. On m'a répondu que l'annonce n'était plus d'actualité... »

Isabelle SIGOURA.

3 472

C'est le nombre de demandeurs d'emplois inscrits à Loudéac, à la fin de l'année 2014.

OUEST-FRANCE—19 mars



EMPLOI
FORMATION

Saint-Martin-des-Prés

Le parc du presbytère réaménagé par Adaléa



Le chantier est réalisé par les jeunes d'Adaléa. La commune prend en charge l'achat des végétaux et des matériaux ainsi que les frais de repas du groupe.

Quatorze jeunes, encadrés par Yann Le Doyen, formateur technique à l'association Adaléa, ont travaillé sur le projet d'aménagement du parc du presbytère, en début de semaine. « C'est un programme de rénovation avec une partie style anglais, explique le formateur. Ce projet d'aménagement paysager fait suite au chantier d'insertion, réalisé en fin d'année pour la réfection du mur d'enceinte. »

Le groupe, composé de jeunes âgés de 17 à 27 ans, actuellement en prestation préparatoire à l'insertion (PPI), a d'abord préparé le sol, réalisé des plantations de rosiers, bruyères... « Ici, nous travaillons sans produits

phytosanitaires et nous procédons au paillage avec des copeaux de bois. Nous avons rajouté de la couleur avec la plantation de rosiers pour une floraison estivale. »

Les travaux se sont poursuivis par la rénovation de l'allée piétonne et de l'ancien massif. Les derniers travaux consisteront à la création d'une nomenclature des végétaux. « Un travail réalisé en atelier. Elle concernera le parc. »

Ces expériences de chantier permettent aux jeunes « de bouger, d'avoir une idée sur les types de chantier, de voir autre chose, de découvrir les métiers. »

OUEST-FRANCE—16 avril

« Se mobiliser pour les plus démunis »

La conférence Saint-Vincent-de-Paul locale a organisé, samedi, l'assemblée générale départementale et rappelé ses besoins

Le groupe loudéacien comprenant une quinzaine de membres bénévoles a organisé, samedi, aux Routiers, l'assemblée générale départementale de la société Saint-Vincent-de-Paul.

Son rôle est d'accueillir, d'aider et servir les plus défavorisés, dans le domaine qui le concerne, récupération de meubles, literie, réfrigérateur. Le groupe départemental a actuellement besoin d'un poêle ou d'une cuisinière à bois et d'une petite camionnette pour le transport des meubles. Contacts 06 89 14 64 08 ou 06 85 75 78 64.

Pour Loudéac, le président Roger Gautier a présenté le groupe qui a fonctionné jusqu'à maintenant, avec Pierre Harnois, Dominique Névoit, Dominique Jan et Michel Boscher. « Nous acceptons des meubles. Il faut qu'ils soient en bon état. Par ailleurs, nous disposons d'un électricien qui peut intervenir auprès des personnes en difficulté pour une participation de 10 € », a expliqué Roger Gautier.

Saint-Vincent-de-Paul a abandonné la distribution de colis alimentaires, mais poursuit celle des colis de Noël. « Nous avons aidé 209 familles, soit plus de 500 personnes et nous accordons des aides spécifiques à des personnes en difficulté, présentées par des assistantes sociales ou l'Adalea (accueil, écoute, logement et insertion). »

Soirée partage, quêtes sur la zone de Loudéac, Journée du refus de la misère sont les temps forts de l'équipe locale, pour participer à la lutte contre la misère et récolter des fonds. Elle s'implique aussi les dimanches et jours fériés dans l'accueil des sans-abri.

TELEGRAMME—29 avril



Saint-Gilles-du-Mené

Chantier école, une formation innovante pour dix stagiaires



Mardi, les stagiaires et les formateurs étaient sur le site de Géotexia, autour de Saïg Hamon, responsable Pôle emploi et formation Adaléa (à gauche) et d'Hélène Prigent, responsable action sociale à la communauté de communes du Mené (à droite).

Le projet de chantier école, en lien avec l'usine de méthanisation Géotexia, est porté par l'association Adaléa qui accompagne, au quotidien, les personnes fragilisées, en difficulté sociale ou professionnelle. Il est soutenu financièrement par la communauté de communes du Mené, le conseil départemental et la région Bretagne.

Le recrutement des stagiaires se fait sur prescription de différents partenaires : Mission locale du centre-Bretagne, Pôle emploi, Cap emploi ou maison du département à Loudéac.

Il manque cinq stagiaires

Cinq personnes sont actuellement en formation pour ce troisième module. Cinq postes restent encore à pourvoir.

Ce projet s'adresse aux jeunes de moins de 26 ans, qui sont en échec sur les actions du Drip (dispositif ré-

gional d'insertion professionnelle) ou qui ne bénéficient pas des minima sociaux.

Les formations proposées sont d'une durée de quatre à six mois et se décomposent en trois temps : une formation de 14 heures par semaine, en salle (ancien local Mir) ; une autre de 21 heures par semaine, sur le terrain à proximité de Géotexia ; un stage en entreprise sur une durée de trois à cinq semaines.

L'encadrement du chantier école est assuré par Solène Lemieux, formatrice technique en maraîchage et paysage, Pauline Leroy, formatrice socioprofessionnelle et Manuella Prisé, formatrice stagiaire.

Objectifs : utiliser les ressources de Géotexia

Le but de ce chantier école est d'optimiser la valorisation des ressources énergétiques de Géotexia, issues de la transformation des matières orga-

niques, en alimentant en chauffage des serres destinées à la culture maraîchère. La perspective est de commercialiser les fruits et les légumes produits auprès de la restauration collective et des grossistes.

L'outil de production en maraîchage est en cours de construction depuis deux ans. Sa mise en place a consisté à la dépose et à la pose de clôtures, puis au montage des serres (4 tunnels sur une surface de 2 800 m²). La préparation des terres et les différentes installations (chauffage, irrigation, aspersion) vont constituer l'essentiel des prochaines actions.

Renseignements : auprès de l'Adaléa, 1, rue de la Chesnaie, à Loudéac, tél. 02 96 28 04 35 ou par courriel, emploiformation.loudeac@adalea.fr ; informations sur le site, www.adalea.fr

OUEST-FRANCE—17 mai



Insertion > S'habiller pour un entretien d'embauche Être et paraître et vice versa

Comment s'habiller pour un entretien d'embauche ? Un atelier a été organisé par la Boutique Emmaüs et l'association d'insertion Adalea... Au-delà du look, l'exercice a mis en évidence bien d'autres problématiques...

La scène se passe dans la réserve de la Boutique Emmaüs. Elles sont au nombre de neuf. Neuf stagiaires d'Adalea (1) défilent les unes après les autres. Ces mannequins d'un jour n'ont pas droit au podium. Ni aux applaudissements. Le décor est fait de boîtes en cartons et de vêtements sur portiques prêts à filer en magasin. Les jeunes femmes prennent la pause. Sans chichi. Bienvenue à l'atelier "Habillons-nous pour l'entretien d'embauche". Un exercice organisé conjointement par Adalea et la Boutique Emmaüs.

« Le look, c'est essentiel ! »

« Pourquoi ? Parce que nous nous sommes aperçues que, bien souvent, les stagiaires se présentent à des entretiens d'embauche habillés comme s'ils allaient au cinéma... L'employeur, lui, se fait une idée du candidat dans les premières secondes. Donc, le look, c'est essentiel », expliquent en chœur Martine Maugan, responsable de la Boutique Emmaüs, et Stéphanie Bonnac, chargée de formation à Adalea. La plupart des neuf stagiaires envisagent comme projet professionnel, un métier en contact avec le public : assistante de vie sociale, serveuse, blanchisseuse, vendeuse...

Auparavant, pendant une



Les jeunes femmes prennent la pause sous l'œil avisé de Martine Maugan, tandis que Stéphanie Bonnac immortalise l'instant.

heure, les neuf stagiaires d'Adalea, âgées de 17 à 24 ans, ont fait leur choix parmi les milliers de vêtements proposés par la Boutique Emmaüs. « Pensez aux accessoires. Les sacs sont là-bas. Et n'oubliez pas les bijoux ! », rappelle Stéphanie Bonnac.

Estime de soi

Pour certaines stagiaires, la pêche est aisée. Elles passent d'un rayon à un autre avec aisance. Et piochent sans hésitation. Pour d'autres, c'est plus compliqué. Difficile pour elles de se projeter dans un style qu'elles n'ont pas l'habitude de porter. Les conseils vestimentaires de leur chargée de formation reviennent alors en mémoire : coordonner les couleurs ; pas plus de trois couleurs. Choisir les couleurs en fonction du teint. Ne pas s'habiller tout en noir. Éviter le fluo...

« Au-delà de cet atelier, on travaille sur plein d'autres choses : sur l'image, sur l'estime de soi, la confiance. Si on se sent bien, ça ira bien... On travaille même sur l'hygiène... », poursuit Stéphanie Bonnac. Qui ajoute : « Il y a quinze jours, à l'atelier précédent, on a eu une jeune femme qui ne portait jamais de jupe. Depuis, elle s'y est mise. L'atelier a été un déclencheur pour elle ; il lui a permis de lui donner une autre image d'elle. »

Autre finalité de l'exercice : apprendre à gérer un budget, même serré. « On nous dit souvent que ça coûte cher de s'habiller. Ici, on leur prouve le contraire... », assure Martine Maugan.

Insertion, mais aussi éducation

Les jeunes femmes continuent le défilé. Stéphanie

Bonnac, leur formatrice, immortalise l'instant. « On leur apprend aussi à se présenter. » L'atelier se poursuivra à l'association avec pour base de travail les photos. Le regard des autres permettra là aussi des remises en questions. « Et si ça leur parle, on pourra alors aller vers des ateliers de coiffure et de maquillage. » Stéphanie Bonnac confie : « En fait, on fait à la fois de l'insertion et de l'éducation. »

Franck Baudouin

1) L'Association départementale accueil écoute et veille sociale s'adresse aux 16-25 ans, qui n'ont pas ou peu d'expérience professionnelle, pour les aider à bâtir un projet professionnel. Adalea Pontivy propose des formations de six mois. 48 jeunes y sont inscrits. Contact : 02 97 39 67 74, ou emploi.formation.loudeac@adalea.fr.



Les lavoirs lamballais, un patrimoine, une mémoire



Sonia TREMBLAIS.

L'association des Lavoirs lamballais poursuit son oeuvre de réhabilitation des lavoirs. Elle en recense désormais 91. Un patrimoine qu'elle espère sauvegarder.

L'initiative

« **Et un lavoir de plus. Un !** » sourit Marcel Le Brun, secrétaire de l'association des Lavoirs lamballais. Des personnes de l'association Adalea, qui aide les adultes et les familles en difficulté, ont découvert un lavoir enfoui sous la végétation, au chemin des Noés.

Il n'y a donc plus 90 lavoirs mais 91 au total : 79 privés et onze publiques. « **D'autres lavoirs, il y en a sûrement tout le long du Gouessant. L'intérêt est de les voir du domaine public** », assure Jean-Pierre Le Guevel, président de l'association. Composée d'une dizaine de bénévoles, cette association poursuit son travail de rénovation et de réhabilitation.

Une démarche désintéressée

Depuis 2004, trente-deux lavoirs ont été rénovés. « **La plupart sont privés, explique Jean-Pierre Le Guevel. Seulement deux sont publics.** » L'un est situé rue de Bouin et l'autre au pont Doré. « **Notre démarche n'est pas basée sur l'argent. Nous faisons beaucoup de rencontres, c'est ça l'intérêt. Mais surtout, nous avons là un patrimoine et une mémoire** », lance Marcel Le Brun.

Cette année, cinq lavoirs sont en travaux. Deux dans la rue de la Garde, où les joints ont été refaits, grâce à l'association, au mécénat de l'entreprise Moulecc et à la participation de la Direction régionale des affaires culturelles (Drac), de la Région et de la ville de Lamballe.

« **Notre président se démène pour trouver des aides** », assure Marcel Le Brun. Au chemin des lavoirs, au niveau du 66 rue Paul-Langevin, les marches ont été redressées et jointées. Un peu plus loin, un autre lavoir est couvert. « **Des bénévoles ont refait la maçonnerie sur un autre. L'entreprise Renault Menuiserie va s'occuper de la charpente** », commentent les membres des Lavoirs lamballais.

TELEGRAMME—



Maison de l'emploi. Le plein d'infos sur la formation demain



De gauche à droite, les différents partenaires de cette journée d'information sur la formation : Stéphanie Clément (Maison de l'entreprise, de l'emploi et de la formation), Céline Le Guen (service jeunesse CIAS de la Cideral), Laurence Lanoë (mission locale Centre-Bretagne), Natacha L'Hostis (Cap Emploi 22), Jeanne Botrel (Région Bretagne), Julie Daguin (Cité des métiers), Camille BOUGON (Adalea) et Valérie Renault (CIDFF 22).

Tout au long de la vie, il est possible d'en changer.

Une simple formation suffit parfois à trouver l'emploi idéal. Afin de dénicher le bon outil, une journée d'information est proposée par la Maison de l'entreprise, de l'emploi et de la formation demain.

Si le mois de septembre est synonyme de rentrée pour les écoliers et étudiants, il peut l'être également pour les personnes sorties du système scolaire - jeunes, adultes, salariés, demandeurs d'emploi, personnes sans activité. En effet, il leur est toujours possible d'accéder à la formation pour se qualifier ou se réorienter.

Pour cela, la Maison de l'entreprise, de l'emploi et de la forma-

tion du Centre-Bretagne propose demain, avec ses partenaires emploi-formation, une journée d'information ayant pour objectif de présenter les différents interlocuteurs et dispositifs existants autour de cette question. Au programme :

1. Des conférences. Animées par des professionnels, elles présenteront les possibilités et dispositifs qui s'offrent aux personnes sorties du système scolaire (sur inscription).

9 h 15. Se former, pourquoi pas.
10 h 15. Jeunes de moins de 26 ans : vos solutions pour la rentrée.
14 h. Se former en travaillant.

2. Des ateliers. Ils permettront aux participants d'échanger sur leur projet avec des professionnels (sur inscription).

10 h 15. Le compte personnel de formation.
15 h. Se former avec une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH).

15 h. Bilan de compétences.
15 h. Validation des acquis de l'expérience (VAE).

3. Des stands. Tout au long de la journée, ils seront animés par des professionnels conseillant et répondant aux questions individuelles des visiteurs (entrée libre).

Il y aura un stand sur lequel les visiteurs pourront obtenir des réponses à leurs questions sur le transport et la mobilité avec la présence de la SNCF, de la CAT22 pour la ligne Lorient-Vannes-Pontivy-Loudéac-Saint Brieuc, et du conseil départemental pour Tibus.

▼ Pratique

Demain,

de 9 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 30, à la Maison de l'entreprise, de l'emploi et de la formation, 1 rue de la Chesnaie, à Loudéac.

L'inscription aux ateliers et conférences est obligatoire.
Renseignements et inscriptions :
tél. 02.96.66.32.22 ou par e-mail
mdefp@mdefp-cb.fr

TELEGRAMME—16 septembre



EMPLOI
FORMATION

Lavoirs lamballais. Deux nouveaux édifices restaurés rue de la Garde

Depuis 2004, les Lavoirs lamballais œuvrent à la restauration d'édifices le long du Gouessant. Samedi, l'association a réceptionné les travaux de deux nouveaux lavoirs, rue de la Garde.

Les membres de l'association des Lavoirs lamballais ont réceptionné les travaux de restauration en présence d'un représentant de l'entreprise Moullec (deuxième à droite), mécène, d'élus et d'une riveraine.



Le dénivellement important entre le jardin et le bief confère aux six lavoirs privés de la rue de la Garde la particularité d'intégrer un escalier. D'où l'intérêt particulier que leur porte l'association des Lavoirs lamballais. Samedi, avec un plaisir non dissimulé, Jean-Pierre Le Guével, Bernard Morel et Marcel Le Brun, respectivement président, vice-président et secrétaire, ont réceptionné les travaux de restauration des deux derniers lavoirs, situés aux 13 et 15, rue de la Garde. Ceux du 7, 9 et 11 de cette même rue avaient été réceptionnés en 2014 et celui du 17, en 2013. Le

montant des travaux, qui s'élevait à 14.431 €, ont été financés à 60 % par l'entreprise Le Moullec, dans le cadre d'un mécénat. Les 40 % restant ont été répartis à montant égal entre la Drac, la Région Bretagne, la Ville de Lamballe et l'association des Lavoirs lamballais.

Découverte d'un 91^e lavoir

Depuis 2004, année de sa création, l'association des Lavoirs lamballais a recensé 90 lavoirs le long du Gouessant. Cette année, l'association Adalea, chargée par la Région Bretagne de mettre en œuvre des actions de formation dans le cadre

du Dispositif régional d'insertion professionnelle et qui est déjà intervenue au profit des Lavoirs lamballais, a mis au jour un 91^e édifice, chemin des Noës. Une découverte qui devrait engager un nouveau chantier.

Par ailleurs, l'entreprise Renault (mécène) procédera prochainement à la pose de charpente aux 98 et 106, rue Paul-Langevin. Les travaux de maçonnerie ont été réalisés en juillet par les bénévoles Michel Rouault et Michel Méheust et l'entreprise Loïc Pansart avait recouvert de tuiles le lavoir du 70, rue Paul-Langevin.

TELEGRAMME—17 septembre

Saint-Martin-des-Prés Mairie. Le « Petit Castel » réhabilité et un nouveau car scolaire



Samedi, la population martinaise était invitée à participer à l'inauguration du « Petit Castel ». L'ancien presbytère, inoccupé depuis de nombreuses années, a été réaménagé. Deux appartements y ont vu le jour, ainsi qu'une salle de réunion. Les extérieurs, aussi, ont fait l'objet de travaux, au niveau du plan d'eau, du mur d'enceinte et du parc. Pour les élus, cette réception était aussi l'occasion d'annoncer l'acquisition d'un nouveau car scolaire de 33 places, en partenariat avec l'école de La Harmoye.

TELEGRAMME—22 septembre



Les Lavoirs lamballais. Du pain sur la planche

Nouvelle réception de travaux de restauration sur quatre lavoirs, hier matin, le long du chemin du même nom pour les membres de l'association des Lavoirs lamballais. À venir, en 2016, la restauration de trois autres lavoirs dont celui de la rue Saint-Jacques.



En 2015, 29.000€ de travaux ont été réalisés sur sept lavoirs privés.

Après la réception des travaux, le 12 septembre dernier, des lavoirs des 13 et 15, rue de la Garde, les membres de l'association Les Lavoirs lamballais se sont à nouveau retrouvés, hier matin, sur le chemin des lavoirs, cette fois-ci, pour la réception des travaux des lavoirs situés aux n° 66, 70, 98 et 104 de la rue Paul-Langevin.

Le lavoir du n° 70 de la rue Paul-Langevin est maintenant couvert, dans celui du n° 66, les marches ont été redressées et jointées et une vilaine souche enlevée et aux n° 98 et 104, les charpentes bois en très mauvais état ont retrouvé une seconde jeunesse.

Cette remise en état bien entendu n'aurait jamais été possible sans des financements privés, sans le soutien de partenaires publics, sans la bonne volonté des bénévoles de l'association et sans de nombreux bidons d'huile de

coude !

135.000€ de travaux depuis 2004

Le président de l'association Les Lavoirs Lamballais, Jean-Pierre Le Guével, a tenu, hier, à l'issue de cette dernière réception de travaux de l'année, à remercier toutes celles et ceux qui, depuis la création de l'association, en 2004, l'aide à favoriser la restauration des lavoirs privés et publics sur le territoire de Lamballe (la ville de Lamballe, la DRAC, la région Bretagne, les entreprises lamballaises etc.).

Et le président de rappeler que, « cette année, nous avons à nouveau bénéficié de l'aide de l'association Adalea. Les jeunes, avec Yann Le Doyen, ont ainsi découvert un 91^e lavoir au n°10 chemin des Noés. » Au total, en 2015, 29.000€ de travaux ont été réalisés sur sept

lavoirs privés. Depuis 2004, ce sont 135.000€ sur 34 lavoirs privés et deux lavoirs publics qui ont pu être réalisés sous l'impulsion de l'association.

Restauration du lavoir rue Saint-Jacques, en 2016

Si les travaux 2015 sont désormais terminés, ceux à entreprendre l'année prochaine sont d'ores et déjà programmés et seront bien évidemment évoqués lors de la prochaine assemblée générale de l'association Les Lavoirs lamballais qui aura lieu le 10 février 2016.

Sont concernés deux lavoirs privés et le lavoir public de la rue Saint-Jacques dont il va falloir refaire la toiture en tuile à l'identique.

▼ **Pratique**

Association Les Lavoirs lamballais,
02.96.34.70.75 ou
les-lavoirs-lamballais@wanadoo.fr

TELEGRAMME—8 novembre



EMPLOI
FORMATION

Lamballe. Quatre lavoirs restaurés rue Langevin

Lamballe - 11 Novembre

écouter



Facebook

Twitter

Google+



Achetez votre journal
numérique

Ouest-France

L'association des Lavoirs lamballais continue de remettre en état les lavoirs. Le travail de longue haleine porte déjà ses fruits.

Et quatre de plus ! Le président des Lavoirs lamballais, Jean-Pierre Le Guével, enchaîne les réceptions des travaux de rénovation des nombreux lavoirs qui jalonnent le Gouessant. « 2015 aura été une année riche, a-t-il rappelé, samedi. Après la réception des lavoirs de la rue de La Garde, en septembre, ce sont ceux des 66, 70, 98 et 104, rue Paul-Langevin que nous inaugurons aujourd'hui. »

Un 91^e lavoir découvert

Au 66, rue Paul-Langevin, l'association Adalea, dans le cadre du dispositif d'insertion professionnelle, est intervenue pour supprimer une partie de la souche qui encombrait le lavoir. L'entreprise Moulec a restauré la maçonnerie, financée à 60 % dans le cadre d'un mécénat d'entreprise, les 40 % restant étant réglés par la Région, la Ville et l'association des lavoirs.

Au n° 70, la maçonnerie a été réalisée par le propriétaire, la charpente par l'entreprise Renault a été totalement financée dans le cadre du mécénat, et l'entreprise Loïc Pansart a réalisé la couverture en tuiles anciennes (fournies gratuitement par Marcel André, de Plédéliac, et Adrien Houzé, de La Bouillie).

« Pour les 98 et 104, rue Langevin, poursuit le président, les charpentes en bois en mauvais état ont été déposées par l'entreprise Renault. Les maçonneries ont été restaurées bénévolement par Michel Rouault et Michel Méheust, et les charpentes ainsi que la couverture en tôles, à l'identique, financées en totalité dans le cadre du mécénat d'entreprise. Coût des tôles pour l'association : 515 €. »

Petit à petit, le chemin des lavoirs se pare d'un patrimoine de plus en plus admirable. Un 91^e lavoir vient d'être découvert ! Il reste encore à faire mais les bénévoles de l'association ont plein de projets pour l'année prochaine.

Les balades proposées par l'association, chaque année, permettent de découvrir ce patrimoine.

QUEST-FRANCE—11 novembre



ATELIERS
D'INSERTION

Un chantier international pour construire un barbecue



Pourquoi ? Comment ?

C'est quoi un chantier international ?

Il s'agit de réunir des jeunes venant de tous pays - Extrême Orient, Europe, Amérique et Afrique - pour réaliser quelque chose ensemble. « Le chantier aura lieu du 6 au 26 juillet, avec onze jeunes au maximum, annonce Jean-Christophe Amice, adjoint, chargé du chantier international. Ils seront encadrés par un animateur pédagogique en charge de la logistique, de la vie quotidienne, des loisirs, de la culture et des visites. La commune s'occupera de l'hébergement. »

Que vont faire ces jeunes ?

Ils devront construire un barbecue à proximité du préau des étangs de Fromelin. Il s'agit d'un barbecue collectif de grande taille. Les jeunes seront encadrés par un technicien de l'Adalea (association départementale d'accueil, logement et emploi des ateliers d'insertion). « La remise en état d'un mur communal est à l'étude, précise Christophe Amice. La Cideral assurera la coordination du projet en aidant et accompagnant la commune avec les Compagnons bâtisseurs et la commune de Langast. »

Et le programme en dehors du travail ?

Céline Le Guen (du CIAS jeunesse de la Cideral) sera la coordinatrice. « Ils vont travailler sur le projet de barbecue. Un planning d'animations sera fait pour eux, avec des jeunes d'ici, explique-t-elle. Il y aura des veillées, des sorties, des visites car ils viennent aussi pour découvrir le pays. Nous aurons la chance de leur montrer le tour de France cycliste. Nous allons contacter les jeunes locaux pour qu'ils connaissent et côtoient les jeunes étrangers. »

TELEGRAMME—24 janvier



ATELIERS
D'INSERTION

Une journée de l'innovation sociale, jeudi



Les membres du comité d'organisation d'Innov'Deiz.

La journée Innov'Deiz, portée par Rich'ESS, le pôle de développement de l'économie sociale et solidaire du pays de Saint-Brieuc, se déroulera jeudi, sur le site d'Askoria.

« Innov'Deiz, c'est une journée pour apporter des éclairages sur le concept d'innovation sociale et rendre visibles ses pratiques, favoriser la rencontre et la mise en réseau des porteurs de projets et des structures d'accompagnement, de financement, de recherche », expli-

quent les organisateurs.

La journée se déroulera en plusieurs temps avec, notamment, une conférence « dissipée », des ateliers et séance plénière de clôture avec Claudy Le Breton, président du conseil général, et de Bruno Beuzit, vice-président de Saint-Brieuc Agglomération.

Jeudi 26 mars, à partir de 10 h, site d'Askoria, 12, rue du Vau-Méno, à Saint-Brieuc.

OUEST-FRANCE—24 mars



ATELIERS
D'INSERTION

Un chantier d'insertion travaille dans la commune

Romain est venu à la rencontre des employés du chantier d'insertion qui travaillent actuellement dans la commune, guidés par Jean-Paul Chapron, moniteur des chantiers d'insertion d'Adalea. Le chantier devrait durer un mois.

Le petit groupe de salariés est tout d'abord intervenu, pendant trois semaines, à l'ancienne école du Vau-blanc. « Ce premier travail consistait à remonter un mur de la cour de l'ancienne école qui s'est écroulé, à la suite des pluies torrentielles qui ont presque cisailé le mur à sa base. Il s'est, du coup, effondré. Nous avons trié les pierres et préparé une fouille que nous avons faite avec l'aide d'Alain Névo, employé communal », a expliqué Jean-Paul Chapron.

« C'est un travail ingrat »

Le mur a été ensuite remonté avec un parement à double face et un chapeau en V. « Ce travail a été vraiment très bien réalisé. Nous sommes très satisfaits de la qualité du travail de toute l'équipe », a précisé Romain Boutron, le maire.

Depuis le début de la semaine, les salariés du chantier réalisent des joints entre les pavés dans les rues du centre-bourg. « Nous avons dé-



Romain Boutron, le maire, est venu féliciter les salariés du chantier d'insertion Adalea pour la qualité de leur travail.

gradé les joints puis rejointoyé les pavés bordant les commerces du bourg », a indiqué Jean-Paul Chapron.

« Il s'agit d'endroits difficiles d'accès que nous avons du mal à entretenir. Ce n'est que le début du chan-

tier. Ils reviendront pour la suite. C'est un travail ingrat car ils doivent être accroupis ou à genoux toute la journée. C'est très dur. Le travail est irréprochable là encore », a souligné le maire.

Ces travaux de rejointoiment en-

trent dans le programme de rénovation et entretien des trottoirs. « Nous en sommes au tout début et nous ferons tout ce que nous avons prévu », a ajouté Romain Boutron.

QUEST-FRANCE—27 mars

Gausson

Chemin des écoliers. Un mur en chantier

Un chantier d'insertion de l'association Adalea est accueilli depuis la semaine dernière dans la commune. Un chemin a été réalisé pour relier la cour de l'école publique au restaurant scolaire sans emprunter la route. Pour le sécuriser, les ouvriers réalisent un mur de soutien avec une future rampe d'accès. Il s'agit de personnes en réinsertion professionnelle, qui se relaient pour monter ce mur en escalier de 1 m de haut sur 16 m de long, qui sera ensuite habillé de pierres.

Deux à trois semaines de travaux

« Le terrassement a été réalisé par un artisan et nous avons effectué les finitions au niveau de la fouille (base de mur) en béton ferrailé, puis nous monterons le mur avec de la chaux, a expliqué Jean-Paul Chapron, moniteur technique du chantier d'insertion. Cela permet aux équipiers de travailler diffé-



Jean-Paul Chapron (au centre à l'arrière-plan), moniteur technique de l'association Adalea, encadre l'équipe d'ouvriers.

rentes techniques et de reprendre des habitudes de travail avec des horaires et en équipe. Ce groupe avance bien, il nous faudra quinze jours à trois semaines maximum

pour achever les travaux. Les écoliers étant absents pour la semaine du cirque, nous avons pu avancer sans les obliger à marcher le long de la route. »

TELEGRAMME—6 avril



ATELIERS
D'INSERTION

Chantier d'insertion > Un mur pour les écoliers

Un chemin de cantine sécurisé

Depuis septembre, les élèves des deux écoles gaussonaises ont changé de cantine. Fini la salle des fêtes, tous à l'ancien restaurant. Un passage sécurisé est en train d'être aménagé, par des ouvriers en réinsertion.

Un passage pour éviter la route départementale. Tel est le chantier en cours à Gausson, pour les enfants des deux écoles qui déjeunent à la cantine, installée depuis quelques mois dans l'ancien restaurant.

L'été dernier, un sentier avait été réalisé en empièrrement et stabilisé. Bientôt, il sera bordé d'un mur, sur une longueur de 16 m. Ce mur en pierre s'intègre bien à l'environnement du bourg : les pierres ont été récupérées sur une maison en démolition,



Une équipe autonome et sérieuse dans son travail.

proprété de la Cideral L'Adalea (association départementale pour l'accueil le logement, l'emploi et des ateliers d'insertion) est le partenaire de la Cideral et de la commune de Gausson pour cette réalisation.

Prêt pour la rentrée

Cinq ouvriers en réinsertion, à la recherche d'un emploi, se chargent du chantier. Ils sont issus de tous corps de métiers : maçons, plâtriers, etc. Jean-Paul Chapron manage cette équipe. Aline, la seule fille du groupe, le remplace temporairement et fait office de responsable en tant que maçon de formation.

Aline, Denis, Florent Damien et Miguel trouvent le chantier très intéressant, qui avance bien. Il s'achève dans une semaine, à temps pour la rentrée scolaire du troisième trimestre.

COURRIER INDEPENDANT— avril

Mur de sécurité en chantier vers le restaurant scolaire



L'équipe au pied du mur en construction.

Depuis la rentrée de septembre, les élèves des deux écoles de Gausson ont changé de cantine, en allant de la salle des fêtes à l'ancien restaurant. Un passage, pour éviter la route départementale, a été aménagé par la commune, réalisé en empièrrement et stabilisé.

Pour améliorer la sécurité sur ce passage d'une manière définitive, un chantier d'insertion de cinq ouvrier est actuellement en train de réaliser un mur en pierre de 16 m de longueur, avec des pierres récupérées dans une maison en démolition. C'est la Cideral qui organise ce chantier en partenariat avec l'Association départementale pour l'accueil, le logement, l'emploi et des ateliers d'insertion (Adalea). Ce mur en pierre

est bien intégré dans ce cadre entouré de maisons en pierres.

Jean-Paul Chapron manage cette équipe, remplacé par Aline, la seule fille, en son absence qui fait office de responsable en tant que maçon de formation. Aline, Denis, Florent Damien et Miguel trouvent le travail intéressant et le chantier avance correctement. Ce sera fini dans deux semaines, pour la rentrée du troisième trimestre scolaire.

L'Adalea a pour vocation d'accompagner ceux qui, à un moment de leur vie, rencontrent des difficultés les ayant ou pouvant les conduire à l'exclusion, de lutter contre toutes les formes de violences, notamment celles exercées sur les femmes.

OUEST-FRANCE—9 avril



ATELIERS
D'INSERTION

LES GRANDS VILLAGES : une association en mouvement

L'atelier ADALEA, rue de Brocéliande

S'il vous arrive de passer par la rue de Brocéliande, au numéro 35, vous voici face à un grand hangar, des camions, des bennes et un petit local peint en blanc : vous êtes devant les ateliers « tri et récupération des métaux » de l'ADALEA. Une petite pancarte explicite le sigle : Association Départementale - Accueil écoute et veille sociale - Logement hébergement - Emploi formation - Ateliers d'insertion.

Ici donc travaillent 12 salarié(e)s en CDDI (contrat à durée déterminée en insertion) venus de leur propre initiative ou le plus souvent par Pôle Emploi. Leur activité, à raison de 4 jours par semaine – soit 26 h – consiste à démonter des ensembles métalliques afin de récupérer, par le tri, les différents métaux et alliages qui les composent ; la matière première est achetée ou fait l'objet de dons. Les métaux triés, environ 140 tonnes par an, sont ensuite revendus.

Ce travail génère bien sûr du bruit, mais les relations avec le voisinage semblent bonnes. Par ailleurs, l'atelier propose également le démontage des ordinateurs, des déménagements, des réalisations de rayonnages, l'organisation des archivages...

A cette équipe de 12 personnes s'ajoute celle de l'activité peinture (20 personnes), qui travaille pour des organismes publics (Office HLM) à la réfection d'appartements. Leur point d'attache est aussi rue de Brocéliande. Tous peuvent donc se retrouver après la journée dans les locaux nouvellement rénovés par quelques uns d'entre eux : conception des vestiaires, amélioration des espaces communs (douches, coin repas, etc.).

Le moniteur chargé de l'équipe « tri des métaux », Pierrick Monnier, nous explique le rôle des encadrants auprès des salariés : réapprendre l'assiduité au travail, le respect des horaires, la vie en communauté et le respect des autres. Mais par dessus tout leur redonner confiance en eux. Il leur revient de décider de la durée du stage à l'ADALEA



Les bennes sur le site.

(de quelques mois à 2 ans maxi), d'effectuer d'autres stages de formation qualifiante (par exemple à l'AFPA), d'une remise à niveau en lecture et écriture qui sera assurée par l'ADALEA... Pas toujours facile mais c'est cela, la «ré»insertion !

En pratique, pour vous lecteurs du Villageois, deux choses à ne pas oublier : Faites le lien avec le local ADALEA au numéro 50 de la rue de la Corderie.

Pensez que vous pouvez déposer tous vos vieux objets contenant **beaucoup de métal** (ménager, électro-ménager, télévisions, ordinateurs, etc.), mais seulement aux jours et heures d'ouverture. Le personnel vous y accueillera. Vous rendrez service à l'ADALEA qui gagne de l'argent lors de la revente des métaux triés et vous vous épargnez ainsi la traversée de la ville vers la déchetterie. Attention, par respect pour ceux qui y travaillent, ce lieu n'est pas une «décharge».

Tout renseignement au 09 77 74 29 35.

Merci à Pierrick Monnier, à son collègue de l'équipe peinture et à Nathalie Delalande responsable du pôle ateliers d'insertion.



Les locaux d'Adaléa, au 35 de la rue de Brocéliande

JOURNAL DU QUARTIER DES VILLAGES—Juin



ATELIERS
D'INSERTION

Un chantier d'insertion pour préserver le patrimoine



Responsables et salariés ont été reçus au Musée du lin par le maire Daniel Le Goff.

Vendredi, les responsables de l'association départementale Adaléa et les salariés du chantier d'insertion ont été accueillis par Daniel le Goff, maire et élu communautaire à la Cidéral pour une visite sur le terrain. Ils étaient intervenus dernièrement

à la Maison des toiles, pour des travaux de réfection.

Ce dernier a expliqué tout « l'intérêt de préserver le patrimoine rural » et a salué « le travail remarquable », qui a été réalisé.

OUEST-FRANCE—31 juillet

Saint-Thélo

Maison des toiles. Des travaux avec Adalea

Jeudi, s'est déroulée la réception de chantier de travaux de remise en état de murs à la Maison des toiles. Un chantier mis en œuvre par la Cidéral, avec l'intervention de personnes missionnées par l'association Adalea. Cette dernière vise à lutter contre toutes les formes de violences, notamment celles exercées contre les femmes. Elle agit aussi contre toutes les formes d'exclusions.

Des ateliers

Les personnes prises en charge par l'Adalea interviennent sur des chantiers divers. C'est ainsi qu'une équipe a pu intervenir à Saint-Thélo. Parmi les ateliers, celui de la rénovation et de l'entretien du patrimoine bâti, encadré par un professionnel. Mais aussi de la peinture, des travaux en bâtiment, un atelier tri et récupération de métaux, etc.



Réunion de fin de chantier à la Maison des toiles, avec l'association Adalea.

Ces ateliers bénéficient du financement du Fonds social européen.

▼ Contact
Tél. 02.96.78.50.01.

TELEGRAMME—



ATELIERS
D'INSERTION

Chantier de réinsertion > Musée du lin

Façade rénovée

Les responsables de l'Adalea ont inspecté les travaux réalisés au musée du lin par ses stagiaires

Jean Paul Chapron, moniteur d'atelier de l'association Adalea accompagné de Pierre Grellard président de l'association, de Manuela Charles directrice et de Natalie Delalande responsable du pôle atelier a visité les travaux réalisés par les salariés du chantier d'insertion au Musée du Lin situé dans le bourg de la commune de Saint-Thélo.

Le maire Daniel Le Goff, également élu communal en charge du patrimoine et du tourisme de la Cidéral, a pour l'occasion,

servi de guide en expliquant tout l'intérêt de préserver le patrimoine rural. Daniel le Goff a fait constater le travail réalisé par les employés du chantier d'insertion d'Adalea.

L'association Adalea a pour vocation d'accompagner celles et ceux qui a un moment de leur vie peuvent rencontrer des difficultés de nature à les conduire vers l'exclusion. L'association a pour but de lutter contre toutes les formes de violence, notamment celles qui sont exercées à l'encontre les femmes. Adalea est animée par des valeurs qui constituent les fondements de son fonctionnement.

Ces valeurs sont : la tolérance, le respect incondition-



Daniel le Goff, les employés et les membres de l'association Adalea de Loudéac

nel de toutes les personnes humaines, la solidarité et la confiance en la personne. En 2013 Adalea a accueilli plus de 6 300 personnes sur l'ensemble de ses pôles d'activité qui sont : l'accueil,

l'écoute et la veille sociale, l'hébergement, l'emploi, la formation et les ateliers d'insertion. Pratique Adaléa, 50, rue de la Corderie, 22 000 Saint - Brieuc, tel : 0 20 296 683 050

COURRIER INDÉPENDANT—

Emploi. Visite d'un chantier d'insertion près de la poste

Les travaux d'aménagement du parking près de la Poste, réalisés par un chantier d'insertion, en partenariat avec la Cidéral, avance à grand pas. La venelle va notamment être élargie.

Dès responsables d'Adalea et du conseil départemental des Côtes d'Armor ont fait un point sur le travail du chantier d'insertion, le 23 juillet, près de la poste.



Marie-Christine Cotin, deuxième vice-présidente du conseil départemental des Côtes-d'Armor en charge de l'insertion et de l'emploi, a découvert, jeudi 23 juillet, le chantier d'insertion rénovation et entretien du patrimoine bâti porté par l'association Adalea en partenariat avec la communauté de communes, à Loudéac.

Un nouveau parking

Les salariés du chantier viennent, en effet, de démarrer

un nouvel ouvrage à proximité de la poste. Les travaux devraient durer environ deux mois, avant qu'un parking puisse y voir le jour.

La visite s'est déroulée en présence de Denis Le Galery, salarié en insertion du chantier, Nathalie Delalande, responsable du pôle ateliers d'insertion à Adalea, Marion Bozec, chef du service Emploi-Entreprises CD22, Laëtitia Mainguy-Jegou, chargée de mission CD22, Marie-Christine Cotin, vice-présidente CD22,

Olivier Quérou, directeur de la Maison du département de Loudéac, Jean-Paul Chapron moniteur d'atelier Adalea et Pierre Grellard président de l'association Adalea.

L'objectif de cette rencontre a été d'échanger avec les salariés en insertion, les permanents des structures d'insertion, les donneurs d'ordre, afin d'entendre les difficultés de chacun et de mieux comprendre et répondre aux besoins des personnes les plus éloignées de l'emploi.

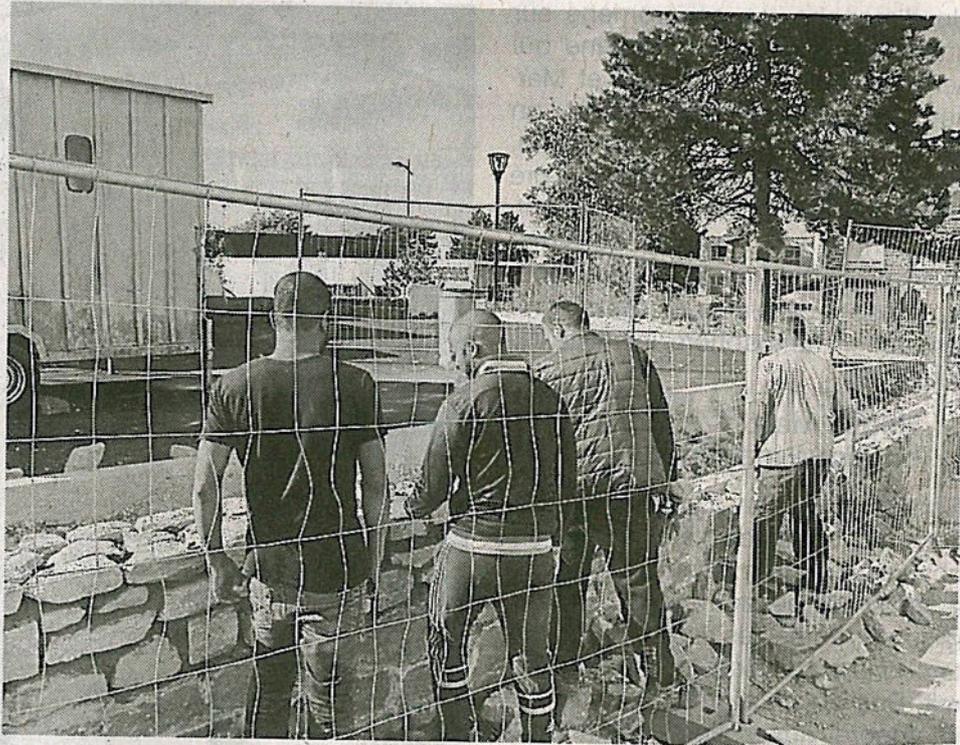
TELEGRAMME—



ATELIERS
D'INSERTION

Les détenus bossent à la rénovation urbaine

Un chantier peu ordinaire est en cours entre la MJC du Plateau et la place de la Cité. Des détenus en sont les principaux acteurs.



Des détenus travaillent sur le chantier de la rénovation urbaine, place de la Cité.

L'initiative

C'est une visite de chantier peu commune qu'ont effectuée, lundi, les élus locaux, Françoise Pellan et Saïd Bendarraz, en compagnie de Jocelyne Chauvin, directrice générale adjointe (Anru, cohésion sociale) à la ville ; de Manuela Charles, directrice d'Adaléa, et de Pascal Vautier, moniteur d'atelier Adaléa. Sans oublier Jean-Charles Sinàud, directeur du Service pénitentiaire d'insertion et de probation (Spip).

Près de la MJC du Plateau et de la place de la Cité, le chantier actuellement mené dans le cadre de la rénovation urbaine va s'achever grâce à six détenus de la maison d'arrêt de Saint-Brieuc. En effet, Adaléa, asso-

ciation qui développe, entre autres, des activités d'insertion, avait été retenue pour réaliser des travaux de réparation d'un muret existant, dans le cadre du projet d'aménagement du mail de l'Europe.

Prévenir la récidive

La plupart des détenus, hélas, sont éloignés du monde du travail. Adaléa et son moniteur d'atelier, Pascal Vautier, dirigent ce chantier peu ordinaire.

Ainsi les détenus vont-ils déposer les balustres du muret, réhausser le mur de pierre sur 40 cm et réaliser le jointoyage du mur à la chaux.

Une bonne manière de prévenir la récidive et de favoriser la réparation des préjudices causés.

OUEST-FRANCE—30 septembre



ATELIERS
D'INSERTION

Rénovation urbaine. Des détenus y travaillent à Saint-Brieuc



Des détenus travaillent sur un chantier dans le cadre de la rénovation urbaine place de la Cité.

Des détenus bossent à la rénovation urbaine. Un chantier peu ordinaire est en cours entre la MJC du Plateau et la Place de la Cité. Des détenus en sont les principaux acteurs. Le chantier actuellement mené dans le cadre de la rénovation urbaine va s'achever grâce à six détenus de la maison d'arrêt de Saint-Brieuc. Adaléa, association qui développe, entre autres, des activités d'insertion avait été retenue pour réaliser des travaux de réfection d'un muret existant dans le cadre du projet d'aménagement du mail de l'Europe. La plupart des détenus, hélas, sont éloignés du monde du travail. Adaléa et son moniteur d'atelier, Pascal Vautier, dirige ce chantier peu ordinaire. Les détenus vont déposer les balustres du muret, réhausser le mur de pierre sur 40 cm et réaliser le jointoyage du mur à la chaux. Une bonne manière de prévenir la récidive et de favoriser la réparation des préjudices causés.

TELEGRAMME—29 septembre



ATELIERS
D'INSERTION



Chantier de réinsertion

Adaléa accompagne les détenus

Depuis plus de 10 ans, l'association Adaléa organise des chantiers d'insertion de placement extérieur pour les détenus de la maison d'arrêt de Saint-Brieuc. Un premier pas vers la sortie...

D'ici quelques semaines, l'appartement de Terre et Baie Habitat sera à nouveau prêt à la location. Guidés par un moniteur, quatre détenus peaufinent une restauration digne de professionnels. *“Maçonnerie, peinture, menuiserie... Nous réalisons des chantiers pour les collectivités, auprès desquelles nous réalisons des devis comme n'importe quel prestataire, indique Nathalie Delalande, responsable du pôle atelier d'insertion à Adaléa. Ces chantiers sont réalisés par des personnes en fin de peine, pour lesquelles il reste entre 3 mois à un an de détention.”* Pour participer à ces chantiers, les détenus doivent postuler et font l'objet d'un recrutement attentif après avis du juge d'application des peines et des services pénitentiaires. *“Je réalise un entretien d'embauche au cours duquel je*

mesure la motivation, l'implication qu'ils peuvent déjà avoir dans les activités au sein de la maison d'arrêt, poursuit Nathalie Delalande. La logique dans leur parcours est essentielle. Car pour la plupart, ils sont jeunes et c'est souvent leur premier contrat de travail.” De fait, il ne s'agit pas d'un chantier occupationnel, mais d'un dispositif devant contribuer à préparer la sortie de détention.

Les fruits de la reconnaissance

Une chance que mesurent les quatre jeunes hommes qui, ce jour-là, s'attèlent avec entrain à la tâche. Outils et pinceaux en main, le sourire qu'ils arborent n'est pas feint. *“Ce chantier me permet de recommencer à travailler progressivement avant ma sortie, souligne Romain. De retrouver un rythme que nous n'avons pas en détention. On apprend des choses ! Il y a 2 mois, je ne me pensais pas capable de faire ce travail... C'est valorisant !”* Seul dispositif de ce type dans le département, ce chantier dispose de six places maximum. Et si on n'exige pas de compétences

techniques aux détenus qui postulent, les résultats sont excellents. *“Les donneurs d'ordre ont les mêmes exigences que pour les entreprises traditionnelles, relève Pascal Vautier, leur moniteur. Si ce n'est pas bien fait, on recommence ! Mon premier objectif est qu'ils soient fiers de leur travail. Nombre d'entre eux se dévalorisent énormément, ils ont un grand besoin de reconnaissance. Ils ont tous la volonté de s'en sortir, même s'ils ne savent pas toujours quels sont les bons moyens. On sent bien qu'ils ont peur d'être relâchés dans la nature.”* Et s'il est difficile de mesurer l'impact d'une telle action après la fin de la détention, l'association constate tout de même un taux de récidive deux fois moins important pour ceux qui y participent. ●

SAINTE-BRIEUC AGGLOMERATION—Septembre



ATELIERS
D'INSERTION

MOINS DE FRICHES À LOUDÉAC



Dans son nouveau programme local de l'habitat (PLH), la Cidéral entend bien faire disparaître les bâtiments qui font figure de friches dans les communes. À Loudéac, plusieurs d'entre elles vont faire peau neuve. Notamment, avenue des Combattants où, dans le cadre de la rénovation de la place de La Poste, un mur est en cours de réalisation le long de la venelle, par un chantier d'insertion d'Adalea. Page 14

TELEGRAMME—9 octobre



Économie. Vers un pôle social et solidaire

La création d'un pôle économie sociale et solidaire se précise. Le Conseil de développement du Centre-Bretagne a lancé une étude pour recenser les besoins et les attentes des acteurs du territoire.



Soazig Perrigault cherche à réunir l'ensemble des acteurs de l'économie solidaire sur le territoire.

Un pôle pour une économie sociale et solidaire en Centre-Bretagne va-t-il être mis en place ? La question est en tout cas soulevée, puisqu'une étude de préfiguration a commencé à la mi-septembre, dans les communautés de communes du Mené, de la Cidéral et du Hardouinai Mené. D'une durée de neuf mois et menée par Soazig Perrigault, chargée de mission pour le Conseil de développement du Centre-Bretagne, elle doit à terme pouvoir recenser les besoins et les attentes des acteurs du territoire et, par la suite, formaliser les conditions de création de ce pôle économie sociale et solidaire (ESS). Si le Centre-Bretagne devait se doter d'une telle structure, il serait loin d'être le premier, car l'initiative est soutenue par la Région Bretagne, et d'autres territoires, comme le pays de Saint-Brieuc, ont déjà un pôle ESS. Le conseil régional soutient d'ailleurs l'étude, en lui allouant une subvention de 25.000 €.

Meilleure coordination

« En soutenant le développement de l'ESS, nous soutenons une voie alternative à l'économie actuelle », explique Laurent Mazurier, du Conseil de développement du Centre-Bretagne. « Et créer un pôle, c'est permettre une meilleure coordination des acteurs, des projets. Rompre parfois l'isolement que peuvent connaître les différentes structures. Mais le pôle ESS offre également un champ d'innovations énormes, peut créer une synergie ou permettre une mutualisation des outils de travail ». Dans le Centre-Bretagne, l'ESS représente près de 10 % des salariés. Ils sont dans des associations, des coopératives, des mutuelles ou des fondations. Trois grandes valeurs, définies par la loi de 2014, permettent aux acteurs de savoir s'ils font partie ou non de l'ESS : la structure doit avoir un fonctionnement démocratique dans ses prises de décision, la lucrativité doit être limitée, et l'action doit être d'utilité

sociale. Si bien que, selon l'Insee, près de 400 acteurs rentrent dans les critères. Un chiffre encore mis à jour par Soazig Perrigault.

Forte attente

Et ces acteurs sont déjà, pour certains, demandeurs d'un pôle ESS. Les plus importants, comme l'Adaléa ou le CAC Sud 22, font d'ailleurs partie d'une commission de pilotage à l'étude. « À travers elle, nous informons et sensibilisons, mais déjà, nous remarquons une très forte volonté pour cette mise en place. » Il faut savoir que, si pôle il doit y avoir, celui-ci serait à la charge du territoire qui l'accueille. « L'étude doit nous permettre de voir sur quel axe de travail devrait se pencher un pôle ESS dans le Centre-Bretagne et répondre spécifiquement à ses besoins. Après, nous devons convaincre, ou du moins sensibiliser les élus. Nous savons que certains y voient déjà un intérêt ». 1.609 salariés de 192 établissements sont concernés.

TELEGRAMME—17 octobre



ATELIERS
D'INSERTION

L'image du jour



Destination l'atelier d'insertion tri des métaux au 35, rue Brocéliande, pour ces écrans, claviers et autres outils technologiques, qui seront tous démantelés. Hier matin, la rue de la Préfecture était investie par l'association d'entraide Adalea, qui organisait une collecte de matériel informatique, dans le cadre du mois de l'économie sociale et solidaire. À l'initiative de cette action, Romain Coatrieux, stagiaire en Prestation Préparatoire à l'Insertion (PPI), encadré par Pascal Darcel. Durant son stage à la mairie de Saint-Brieuc, le jeune homme avait constaté cet intérêt à recycler. La mairie et l'association travaillent désormais main dans la main.

TELEGRAMME—3 novembre

Adaléa, solution propre pour recycler l'informatique



L'équipe de l'atelier d'insertion d'Adaléa est venue, jeudi, récupérer le vieux matériel informatique de la mairie.

Adaléa, l'association d'insertion et son atelier tri et récupération, intervient auprès des collectivités, des écoles et entreprises pour récupérer des ensembles métalliques et les recycler.

La mairie de Saint-Brieuc est, comme toutes les grosses administrations, grande consommatrice de matériel informatique. Matériel dont la durée de vie « économique » se situe entre six et huit ans. Jacqueline Lopez, la directrice informatique de la mairie, a confié le recyclage du « vieux » matériel à l'atelier d'insertion tri et récupération des métaux de l'association Adalea.

Ce dernier, piloté par Pascal Darcel, est organisé autour d'une équipe de 10 salariés qui démontent des ensembles métalliques (moteurs électriques, chauffe-eau, matériels informatiques, machines à laver...) afin de récupérer par le tri, les différents métaux et alliages qui les composent. C'est Romain Coatrieux, en insertion à Adaléa et stagiaire à la mairie, qui a été le trait d'union entre la mairie et Adaléa.

Adaléa étudie toutes les propositions d'activité pour son atelier tri et récupération.

Contact : tél. 02 96 75 19 89.

OUEST-FRANCE—3 novembre



ATELIERS
D'INSERTION

Adalea. Insertion et formation au cœur du système d'accompagnement



Dans cet atelier on démonte pour récupérer les composants qui seront cédés aux entreprises de recyclage.

Armelle Thébault

L'association Adalea, qui intervient dans tout le département, accompagne au quotidien les personnes les plus fragilisées. Elle a ouvert hier les portes de ses ateliers, qui permettent notamment de redonner une vie aux objets jetés.

Dans le cadre du mois de l'économie sociale et solidaire, les stagiaires en Prestation préparatoire à l'insertion (PPI) du pôle emploi formation d'Adalea (association humanitaire d'entraide), en lien avec les salariés de l'atelier d'insertion tri des métaux, ont organisé hier, une porte ouverte, ainsi qu'une collecte de vêtements et d'objets métalliques. Un moyen également de montrer au public le travail réalisé. En effet, depuis plus de 30 ans l'association Adalea accompagne au

quotidien les personnes les plus fragilisées. L'association emploie 80 salariés pour l'ensemble de ses actions et près de 50 personnes en contrats aidés sur ses chantiers d'insertion.

L'association est organisée en pôles d'activités pour répondre aux difficultés des 6.500 personnes accueillies chaque année. Le pôle ateliers d'insertion emploie des salariés en contrats aidés, afin de leur permettre de renouer avec le monde du travail et de s'insérer durablement par un accompagnement socioprofessionnel adapté.

Récupérer, trier, recycler

L'atelier, installé rue de Brocéliande, est spécialisé dans le tri et la récupération des métaux. L'activité consiste à démonter des ensembles métalliques afin de récupérer, par le tri, les différents métaux et alliages qui les composent. La matière est achetée ou fait l'objet de dons. Ordinateurs, pneus et autres objets métalliques sont démontés et classés dans des bacs. Les métaux triés, environ 80 tonnes par an, sont revendus aux entreprises de recyclage. Cet atelier emploie douze personnes, âgées de 25 ans et plus, en contrat CDDI

(contrat à durée déterminée d'insertion) de 24 mois. Pascal Darcel, encadrant technique raconte : « En ce moment le tri des métaux n'est pas terrible. Le cuivre ne rapporte plus comme avant. On se diversifie en assurant des déménagements pour le secteur public. » Les vêtements collectés au cours de cette journée seront donnés à l'association des Nouelles, qui assure le recyclage des textiles.

« C'est très positif »

Un atelier peinture composé de deux équipes de dix personnes intervient sur des chantiers des collectivités et chez les bailleurs publics. L'un des visiteurs du jour remarque : « Je ne m'attendais pas à voir une telle solidarité dans l'équipe entre les jeunes et les moins jeunes. C'est très positif. » Adalea accompagne également un atelier rénovation du patrimoine à Loudéac, un atelier maraîchage au Gouray et assure le placement extérieur de détenus en fin de peine.

▼ Pratique

Tri des métaux : 35, rue de Brocéliande. Emploi formation : 18, boulevard Gambetta.
Tél. 02.96.78.50.01.

TELEGRAMME—5 novembre



ATELIERS
D'INSERTION

Loudéac > Aménagement

Coup de jeune en centre-ville



Cideral > Aménagement autour de la Poste

Le projet prend forme

L'aménagement de la place de la Poste progresse et ce n'est pas le seul chantier dans ce secteur du centre-ville.

Le chantier du parking de la poste, financé par la Cideral, a commencé il y a plusieurs mois. Il s'agit d'organiser un nouveau plan de circulation et de créer de nouvelles places de stationnement.

Une voie d'accès va être aménagée au sud du parking de la BPO. Pour border celui-ci, un muret est en cours de réalisation par l'équipe du chantier d'insertion de l'Adalea. La voie rejoindra la venelle de la Poste qui a été élargie. Celle-ci comprendra une voie de circulation, des places de parking et un accès piéton protégé par un muret en pierres.

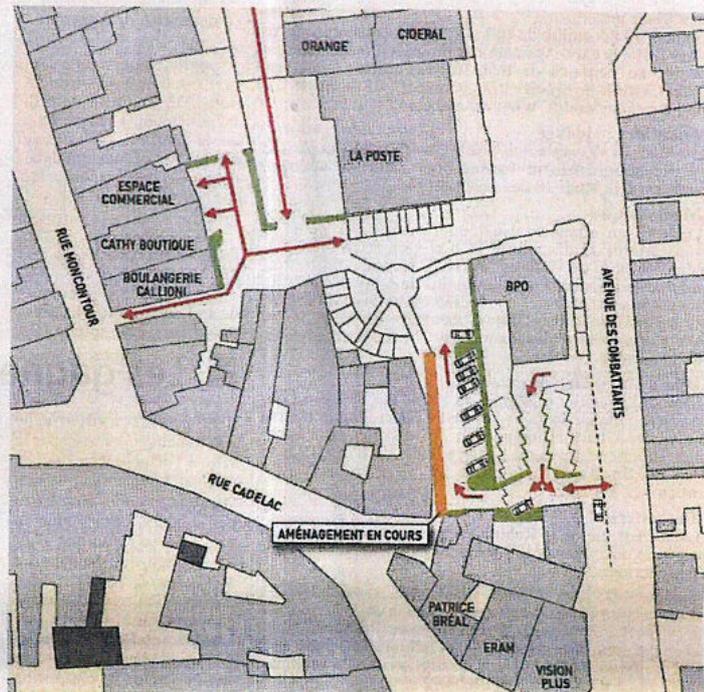
D'autre part, la Cideral, propriétaire d'une partie du bâtiment de la Poste, doit procéder à sa rénovation pour y accueillir des bureaux.

Un ensemble immobilier

Au nord ouest de la future place de la Poste, un garage (qui appartenait aux



Avenue des Combattants, le chantier de « La Puce informatique » est lancé.



Les travaux d'aménagement se poursuivent, avec quelques modifications par rapport au plan.

consorts Pedro) vient d'être abattu, libérant un terrain. Il fait partie d'un autre grand projet de la Cideral qui a débuté en 2013 par l'achat de l'ancienne supérette Le Boudéc. Cela va permettre au bâtiment dont l'entrée principale est sur la rue Moncontour, d'avoir une façade donc potentiellement une vitrine, du côté de la Poste.

Pour réaliser un projet cohérent, avec la possibilité de créer plusieurs commerces en rez-de-chaussée, la communauté de communes espère pouvoir acquérir

l'ensemble de l'ilot qui va jusqu'à la venelle des Frères Lumière. Un nouvel achat est en cours de finalisation.

Un nouveau magasin

L'objectif est ensuite de revendre à des investisseurs - une opération blanche pour la Cideral - comme cela s'est fait par exemple pour l'ex-magasin Raulic. La Communauté de communes avait réalisé un portage financier pour vendre ensuite par lots l'ensemble immobilier. Des magasins - Eram, Vision

Plus - ont ainsi ouvert leurs portes, redynamisant la place de l'église.

Un emplacement de 220 m² restait vide le long de l'avenue des Combattants (au sud du parking de la BPO), des travaux viennent d'y commencer. Le magasin « la Puce informatique », actuellement situé rond-point des promenades, s'y installera en avril.

Ce projet privé n'est pas le seul puisque le long de la venelle de la Poste, un appart-hôtel va voir le jour !

Véronique Bonnet

LE COURRIER INDÉPENDANT — 18 décembre



ACCUEIL ÉCOUTE
& VEILLE SOCIALE



LOGEMENT
HÉBERGEMENT



EMPLOI
FORMATION



ATELIERS
D'INSERTION



www.adalea.fr



twitter.com/Adalea22



www.facebook.com/ADALEA



ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE

Accueil Écoute & Veille sociale - Logement Hébergement
Emploi Formation - Ateliers d'insertion

Direction :

30 bis, rue du Docteur Rochard
22000 SAINT-BRIEUC

02 96 77 05 50

secretariatdirection@adalea.fr